CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

■ Seconde crise générale du capitalisme : le nouveau rôle de l'OTAN (page 3)

■ L'origine du conflit Russie-Ukraine : la compétition entre l'expansionnisme russe et la superpuissance américaine (page 8)

■ Un an après, le capitalisme n'est pas relancé et la crise économique s'installe en profondeur (page 18)

■ Les semi-conducteurs au cœur de la seconde crise générale (page 26)

■ La crise générale, c'est la question de la mise à jour des forces productives (page 33)

■ Guerre et restructuration : l'OTAN, instrument d'unification politique et militaire du capital – 1984 (page 41)

■ Un exemple de réponse à la crise traversée par la lutte des classes : la stratégie « zéro covid » (page 49)

■ Documents : l'appel #ZéroCovid - la Great Barrington Declaration - l'appel « Regagnons nos libertés par la stratégie Zéro Covid solidaire »(page 51)

Avril 2021

11

La vaccination se généralise partout dans le monde en ce mois d'avril 2021, lentement mais sûrement, avec comme ambition d'enrayer la pandémie. Il est même misé sur le démarrage d'une nouvelle phase, redonnant de l'élan au mode de production capitaliste.. Mais en réalité, il est trop tard, rien ne redeviendra « comme avant », car un cap a été passé. La crise sanitaire n'est pas un accident de parcours, mais un aboutissement. C'est l'expression d'un mode de vie humain qui est périmé, qui se heurte à la réalité elle-même, à force de destructions de la Nature, de renforcement du dérèglement climatique.

Les consciences sont toujours en retard sur la réalité, mais on sent déjà un frémissement, une lente compréhension qui s'affirme. Rien ne va plus, le capitalisme tente d'emporter l'humanité avec lui dans son hypothétique développement, coûte que coûte, et beaucoup de gens constatent que cela n'est plus possible.

ÉDITORIAL

Et la résistance va se renforcer, car le capitalisme a en effet été profondément ébranlé dans sa base même depuis un an. Il est coincé à beaucoup de niveaux. La rupture d'approvisionnement en semi-conducteurs témoigne parfaitement du développement inégal de la crise générale, de sa systématisation, de son aggravation. Tout est déréglé, tout se délite.

D'où la guerre impérialiste comme porte de sortie (illusoire), avec la bataille pour le repartage du monde, menant tendanciellement à une troisième guerre mondiale. Les terribles tensions entre la Russie et l'Ukraine en sont l'expression, avec une mobilisation généralisée des troupes aux frontières de ces deux pays.. C'est une expression tout à fait concrète et particulièrement violente de l'exacerbation des tensions mondiales dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme. La crise implique la restructuration et la guerre impérialiste et c'est sur cette compréhension que se fonde l'activité communiste.

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

Seconde crise générale du capitalisme : le nouveau rôle de l'OTAN

L'irruption de la seconde crise générale du capitalisme, avec / à travers la maladie COVID-19 comme expression de la contradiction villes/campagnes, implique une marche à la guerre et une restructuration du capitalisme, aux dépens des prolétaires.

Le processus n'est cependant pas linéaire et il dépend également des rapports de force au sein de la bourgeoisie elle-même. En ce sens, la victoire de Joe Biden à la présidentielle américaine renverse complètement la donne. Donald Trump se focalisait sur la Chine et considérait que tout le reste était secondaire ; il n'a d'ailleurs pas provoqué de guerre ouverte, ce qui est très rare pour un président américain.



Joe Biden, lui, s'est positionné comme ce qu'on appelle les « faucons », c'est-à-dire les va-t-en-guerre.

La cible prioritaire, c'est la Russie. C'était déjà la ligne de Hillary Clinton, battue à la présidentielle de 2016 par Donald Trump. Et si l'élection présidentielle de 2020 a été autant tourmenté, c'est parce qu'il y a au sein de la superpuissance américaine un important conflit entre les fractions de la bourgeoisie.

Et, effectivement, à peine Joe Biden entré en fonction le 20 janvier 2021, que la question de l'affrontement avec la Russie se pose ouvertement, moins de deux mois après. Cela implique un important changement de fonction de l'OTAN.

L'OTAN, une combinaison militaire sous supervision américaine

L'OTAN est initialement le bras armé de la superpuissance américaine pour combattre l'URSS socialiste. Fondé en 1949, l'OTAN est un pacte agressif, visant à déstabiliser et agresser l'URSS. Puis, une fois l'URSS devenue social-impérialiste, cela a été une union militaire faisant face au pacte de Varsovie, créé en 1955.

Les superpuissances américaine et soviétique ont été à deux doigts de se faire la guerre, dans les années 1960-1980, et la déroute du social-impérialisme soviétique a permis un élargissement de l'OTAN à toute une série de pays européens.

L'élargissement des membres de l'OTAN

L'OTAN a initialement dans ses rangs la Belgique et la France, le Canada et les États-Unis, le Danemark et l'Islande, le Luxembourg et les Pays-Bas, la Norvège et le Royaume-Uni, l'Italie et le Portugal.



Suivent en 1952 la Grèce et la Turquie, au moment où la contre-révolution a réussi à écraser l'immense révolution grecque visant à établir la démocratie populaire. L'Allemagne de l'Ouest rejoint l'OTAN en 1955, puis en tant qu'Allemagne unifiée en 1990.

L'Espagne est partie prenante à partir de 1982 et on a ensuite deux élargissements massifs aux pays de l'Est européen :

- en 1999 avec la Hongrie, la Pologne et la République tchèque ;

- en 2004 avec la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie.

Suivent encore l'Albanie et la Croatie en 2009, le Monténégro en 2017, la Macédoine du Nord en 2020.

Les deux aspects de l'OTAN

L'élargissement de l'OTAN a deux fonctions. D'abord, il s'agit d'une mise sous tutelle militaire, satellisant stratégiquement les pays membres. Pour cette raison, de Gaulle avait fait en sorte que la France quitte le commandement militaire intégré de l'OTAN : la France était ainsi membre tout en ayant une défense autonome. Cela prit fin en 2009.

Ensuite, l'OTAN est un dispositif général des pays capitalistes face au reste du monde. Il s'agit de maintenir la supériorité militaire des pays capitalistes sur les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

L'OTAN insiste ainsi particulièrement sur la modernisation des systèmes d'armement, dans un étroit rapport évidemment avec des monopoles de l'armement formant au moins relativement véritablement un complexe militaro-industriel.

La question de la place du complexe militaro-industriel

La question de l'importance du complexe militaro-industriel est extrêmement complexe. Rosa Luxembourg avait clairement fait l'erreur de considérer que le militarisme était le cœur du capitalisme, car selon elle le capitalisme avait toujours besoin de territoires nouveaux pour qu'il y ait une accumulation du capital.

C'était là unilatéral, mais il n'en reste pas moins que la question du complexe militaro-industriel dans le dispositif capitaliste est d'une importance capitale. Il est intéressant ici de voir ce que dit en France l'organisation clandestine Action Directe à ce sujet en parlant de Dassault :

« Pour nous communistes, la logique de l'entreprise Dassault - dont l'histoire reflète fidèlement celle du capital en France après la seconde guerre mondiale, et qui a pris son essor au niveau mondial lors de la guerre du Vietnam, occupant les marchés délaissés par les États-Unis, quintuplant son chiffre d'affaires en vendant près de 1500 Mirages de par le monde - se place pleinement et activement dans la stratégie impérialiste.

La restructuration entreprise dès les années 70 lui a permis de développer la capacité et la faculté d'être, sur le plan industriel « le réalisateur matériel » de cette stratégie, tant au niveau de l'exploitation et de l'oppression que de l'appauvrissement et la misère qui en découlent.

C'est à partir de cette avancée au plan mondial que Dassault a pu devenir au sein de l'industrie civile et militaire, l'entreprise de pointe restructurée exemplaire et économiquement saine (puisqu'elle a réalisé en 1983 un bénéfice net de 394 millions de francs, enregistrant une augmentation de son chiffre d'affaires de 3% par an), sur laquelle peuvent se greffer les projets politico-militaires actuels de l'impérialisme.

Le développement d'entreprises comme Dassault se fait face et contre les besoins, les luttes et les guerres de libération du prolétariat international. De telles entreprises sont l'expression de la connexion et de l'homogénéisation des structures politiques, économiques et militaires de l'impérialisme. »

La question de « l'homogénéisation des structures politiques, économiques et militaires » est indubitablement essentielle.

Le complexe militaro-industriel américain

Il est absolument clair par ailleurs qu'une telle homogénéisation existe aux États-Unis. Lloyd Austin, le secrétaire à la Défense des États-Unis nommé par Joe Biden, est ainsi un général présent lors des invasions américains de l'Irak et de l'Afghanistan, et en même temps un consultant (la société de conseil dans l'armement WestExec Advisors, le producteur d'acier pour l'armée américaine Nucor, l'entreprise d'aérospatiale et de défense Raytheon Technologies).

Des entreprises sont indissociables de l'armée américaine, qui dépense pratiquement 700 milliards de dollars chaque année : Boeing, Northrop Grumman, Lockheed Martin, General Dynamics, Raytheon Company, L3Harris Technologies… dont les revenus dépendent de l'armée à respectivement 45 %, 85 %, 95 %, 75 %, 94 %, 77 %.



Pour avoir un tel équivalent, il faut regarder le social-impérialisme soviétique, dont l'économie était au début des années 1980 principalement structurée sur le complexe militaro-industriel… ou bien la Chine social-fasciste actuelle, où il y a pareillement des monopoles directement insérés au niveau étatique, politiquement et militairement, au point qu'on ne sait pas dans quelle mesure ces entreprises sont en fait civiles ou militaires.

La place de l'affrontement OTAN-Ukraine/Russie

Même si on met la question du complexe militaro-industriel de côté, on voit qu'avec l'élection de Joe Biden à la présidence américaine, l'OTAN s'est directement placé dans une perspective interventionniste en Ukraine. Il ne s'agit pas simplement d'un « soutien » face à une menace, mais de l'utilisation de l'Ukraine pour combattre la Russie. C'est d'autant plus vrai que le « soutien » unilatéral de l'OTAN et de la superpuissance américaine à l'Ukraine a lieu alors que ce dernier pays n'est pas membre de l'OTAN.

Il s'agit clairement d'utiliser l'Ukraine comme moyen pour affaiblir la Russie : si celle-ci est mise en déroute en Ukraine, elle perdra la main en Syrie, ainsi qu'en Iran, et l'objectif est clairement l'établissement d'un nouveau régime en Russie, afin ensuite de passer à la Chine une fois cette question réglée.

Il faut bien saisir ici que l'obtention d'un changement de régime doit arriver indirectement. L'OTAN n'est pas conçu comme un levier de guerre ouverte, mais comme un outil de pressurisation.

En ce sens, rien de tel qu'un conflit localisé, comme celui de l'Est de l'Ukraine, pour que l'OTAN soit mis en œuvre dans sa nouvelle fonction. C'est un vecteur pour l'expansion du capital des pays dirigeant l'OTAN, principalement la superpuissance américaine bien entendu.

C'est un moyen de mettre au pas.

La mise au pas par l'OTAN, tremplin extérieur et intérieur

Le chemin allant de la Russie à la Chine passe par la Syrie et l'Iran, alliés de

la Russie : si le moyen-orient est contrôlé, il sera aisé de couper l'accès chinois au pétrole puis de mener la même opération d'étouffement.

L'OTAN est un moyen de mettre au pas en passant par des étapes et il va de soi qu'on aurait tort de penser que l'OTAN ne joue pas donc également un rôle dans la réalité intérieure des pays capitalistes qui en sont membres.

Une OTAN qui triomphe, c'est une France, une Allemagne qui triomphent, et d'autant plus de stabilité, et d'autant plus de pression sur le prolétariat, qui se voit écrasé politiquement, économiquement, mais également immédiatement militairement, n'osant plus jamais oser poser la question du pouvoir.

La guerre mondiale pour le repartage du monde

L'OTAN sous-estime cependant, dans sa stratégie de « pressurisation », les contradictions au sein du capitalisme en pleine crise générale : les tensions mènent forcément, tendanciellement, à une guerre mondiale pour le repartage du monde.



L'OTAN est ainsi forcément travaillé par des contradictions internes, qui peuvent devenir antagonistes.

Un pays comme la France a une bourgeoisie impérialiste, partisane d'une aventure en solitaire, qui est très puissante et il en va de même en Allemagne.

Un tandem franco-allemand peut très clairement utiliser l'Union européenne comme tremplin pour l'établissement d'un nouveau bloc impérialiste.

Mais tout cela relève de la « géopolitique », de la spéculation : le processus des contradictions internes entre pays impérialistes est, par définition, mouvant, mutant, incohérent. Cela correspond à la nature décadente du mode de production capitaliste.

Tout discours « géopolitique » est ainsi erroné.

Ce qui compte, ce sont les tendances de fond, et le rapport dialectique entre la tendance à la pressurisation et celle à la guerre mondiale pour le repartage du monde, c'est-à-dire la contradiction entre le particulier et l'universel. ■

L'origine du conflit Russie - Ukraine : la compétition entre l'expansionnisme russe et la superpuissance américaine

Pour comprendre le conflit russo-ukrainien, il faut cerner ses deux aspects principaux. Il y a tout d'abord la tendance à la guerre, avec des interventionnismes américain et russe très marqués. Il y a ensuite les rapports historiques entre la Russie et l'Ukraine.

La question du rôle du challenger



Dans les années 1960-1970, Mao Zedong a considéré que l'URSS social-impérialiste était la principale menace pour la paix du monde. La raison en est que l'URSS était le challenger. La superpuissance américaine ayant l'hégémonie, elle cherche surtout à maintenir ses positions, alors que le challenger doit venir chercher le numéro un sur son terrain.

Cela ne veut nullement dire que la superpuissance américaine ne poussait pas à la guerre. Néanmoins, la superpuissance soviétique était l'aspect principal de la contradiction entre superpuissances. On voit d'ailleurs que la pacte de Varsovie avait en 1982 pratiquement deux fois plus de tanks que l'OTAN, que l'URSS avait bien plus de têtes nucléaires que les États-Unis, etc.

Le piège de Thucidyde

L'universitaire américain Graham Allison, qui a été notamment conseiller de plusieurs secrétaires d'États (sous Reagan, Clinton et Obama), et est une figure des think tanks impérialistes américains, a publié en 2017 un ouvrage intitulé « Destinés à la guerre: l'Amérique et la Chine peuvent-elles échapper au piège de Thucydide? ».

Il se fonde sur l'ouvrage *La Guerre du Péloponnèse* de l'Athénien Thucydide, où on lit que « Ce qui rend la guerre inévitable était la croissance du pouvoir athénien et la peur qui en

résultait à Sparte ». Plus qu'une analyse géopolitique, cela reflète surtout la ligne stratégique américaine. Car il ne faut pas confondre l'engrenage menant à la guerre et le caractère inéluctable de la guerre dans un cadre capitaliste, en raison de la nécessité du repartage du monde.

Le caractère inéluctable de la guerre

Staline, évaluant la situation, précise bien en 1952 dans « Les problèmes économiques du socialisme en URSS » :

« Il se peut que, les circonstances aidant, la lutte pour la paix évolue çà et là vers la lutte pour le socialisme, mais ce ne sera plus le mouvement actuel en faveur de la paix, mais un mouvement pour renverser le capitalisme.

Le plus probable, c'est que le mouvement actuel pour la paix, c'est-à-dire le mouvement pour le maintien de la paix, contribuera, en cas de succès, à conjurer une guerre donnée, à l'ajourner temporairement, à maintenir temporairement une paix donnée, à faire démissionner le gouvernement belliciste et à y substituer un autre gouvernement, disposé à maintenir provisoirement la paix. Cela est bien, naturellement. C'est même très bien.

Mais cela ne suffit cependant pas pour supprimer les guerres inévitables en général entre pays capitalistes. Cela ne suffit pas, car malgré tous ces succès du mouvement de la paix, l'impérialisme demeure debout, reste en vigueur. Par suite, l'inéluctabilité des guerres reste également entière. Pour supprimer le caractère inévitable des guerres, il faut détruire l'impérialisme. »

On doit bien distinguer l'engrenage, qui peut porter sur tel ou tel point et est toujours relatif, de la tendance à la guerre qui est elle absolue.

Le conflit russo-ukrainien : la compétition impériale

Il n'existe pas de conflit entre les peuples russe et ukrainien, qui historiquement sont fondamentalement liés. L'amitié entre les peuples a cependant été pris en étau par l'expansionnisme russe et par la superpuissance américaine.

La Russie, dans un esprit chauvin où elle est de caractère « grand-russe », par opposition aux « petits-russes », a exigé la satellisation de la Biélorussie et de l'Ukraine. Les forces capitalistes bureaucratiques ont été soutenus, avec une oligarchie contrôlant des pays corrompus où l'opposition est écrasée.

La superpuissance américaine avait elle préparé le terrain pour mener une révolution idéologique et culturelle et donner naissance à sa propre couche capitaliste bureaucratique. Cet affrontement va provoquer la partition de l'Ukraine en 2014.

Le conflit russo-ukrainien : le rôle américain



En fait, à partir des années 1980, la superpuissance américaine a, depuis ses universités et surtout Harvard, proposé une relecture de l'histoire russo-ukrainienne des années 1920-1930. L'URSS aurait voulu briser l'Ukraine, et ce dès le départ. Elle aurait sciemment laissé des gens mourir de faim en Ukraine, afin de l'écraser nationalement.

Il y aurait une extermination par la faim (« Holodomor » en ukrainien), coûtant la vie à entre entre 2,6 et 5 millions de personnes. Cette théorie a été reprise officiellement par l'État ukrainien après l'effondrement de l'URSS, avec une négation systématique de tout ce qui avait un rapport culturel ou historique avec le passé soviétique.

Quant à l'historien américain James Mace, à la tête de la commission américaine sur la « famine en Ukraine » dans les années 1980, et le théoricien du prétendu « holodomor » servant à détruire l'Ukraine en tant que nation, il a été enterré en Ukraine, dans un cimetière dédié désormais aux « patriotes ».

Et la rue de l'ambassade américaine à Kiev, auparavant rue de la Collectivisation puis Yuri Kotsyubinsky (du nom d'un renégat fusillé en 1937), a pris son nom en 2016.

La théorie de l'holodomor

L'idéologie de l'État ukrainien à partir du début des années 1990 est ainsi un pur produit américain. La nation ukrainienne aurait manqué d'être exterminé par l'URSS. L'historien américain James Mace résume cela ainsi en 1982 à Tel Aviv :

« Pour centraliser le plein pouvoir entre les mains de Staline, il était nécessaire de détruire la paysannerie ukrainienne, l'intelligentsia ukrainienne, la langue ukrainienne, l'ukrainien, l'histoire telle que comprise par les Ukrainiens, pour détruire l'Ukraine en tant que telle… Le calcul est très simple et primitif : s'il n'y a pas de peuple, alors il n'y a pas de pays séparé, et par conséquent, il n'y a pas de problèmes. »

On lit, dans cette optique nationale fantasmagorique, dans le document officiel de l'État ukrainien « Holodomor Le génocide en Ukraine 1932-1933, que :

« LES FERMIERS UKRAINIENS n'ont pas été privés de nourriture dans le but de les obliger à rejoindre les fermes collectives; le processus de la collectivisation bolchevique des terres était pratiquement achevé en été 1932.

Le génocide par la famine a été volontairement dirigé dès l'origine contre la paysannerie ukrainienne en tant que noyau central de la nation ukrainienne qui aspirait à un État indépendant.

Elle était gardienne des traditions séculaires d'une agriculture libre et détentrice de valeurs nationales; l'un et l'autre contredisaient l'idéologie communiste et suscitaient l'hostilité débridée des dirigeants bolcheviks. »

L'inanité de la théorie de l'holodomor



Les tenants de cette fantasmagorie sont pourtant en même temps obligés de reconnaître que la systématisation de la langue ukrainienne date précisément des années 1920-1930, que l'ukrainisation généralisée a caractérisé la politique soviétique.

Il n'y avait auparavant pas de presse ukrainienne, pas de maisons d'édition, le tsarisme écrasait l'Ukraine. Avec l'URSS, l'Ukraine s'affirme ouvertement sur le plan culturel et national. Il est donc absurde de constater cette affirmation et d'en même temps prétendre que l'URSS aurait voulu « anéantir » l'Ukraine. Il s'agit très clairement d'une interprétation façonné par la superpuissance américaine afin de faire converger les multiples courants nationalistes ukrainiens.

Le rapport historique entre l'Ukraine et la Russie

Le rôle de la Russie n'est pas moins pervers que celui de la superpuissance américaine. En effet, la Russie abuse des liens culturels et historiques.

Car l'Ukraine est « russe » autant que la Biélorussie et la Russie. La première structure étatique est d'ailleurs la Rus' de Kiev, qui a existé du 9e au 13e siècle. Elle s'est effondrée sous les coups des Mongols. Il y a alors, pour simplifier, trois forces dans la région :

- un bloc polonais-lituanien-biélorusse-ukrainien, qui existe jusqu'en 1795 comme grand-duché de Lituanie puis République des Deux Nations ;

- une Ukraine cherchant à se libérer de la domination du premier bloc, tout en étant la cible régulière des Tatars passant par la Crimée ;



- un bloc russe avec la grande-principauté de Moscou qui parvient à supprimer le joug mongol pour former un tsarat qui ne va pas cesser de s'agrandir, notamment aux dépens du khanat de Sibérie.

La Pologne, qui aujourd'hui se présente comme un martyr de l'Histoire, a ainsi en fait été une grande puissance visant à l'hégémonie régional, allant jusqu'à occuper Moscou au début du 17e siècle.

Les Ukrainiens devaient quant à eux choisir un camp. Le chef des cosaques, Bogdan Khmelnitski, fit alors le choix de la Russie, après s'être rebellé contre la noblesse polonaise. Le traité de Pereïaslav de 1654 marque alors littéralement la fusion de l'histoire russe et ukrainienne, comme peuples « russes » parallèles.

Le conflit russo-ukrainien : le rôle russe

L'expansionnisme russe abuse de cette histoire « russe » parallèle de manière complète, avec une démagogie sans limites. Elle le fait dans une optique grand-russe, où l'Ukraine ne serait jamais qu'une petite-Russie ne pouvant exister sans sa réelle base historique. Elle diffuse un ardent nationalisme en Russie.

Et aux gens en Ukraine qui sont attachés à la Russie, car il s'agit de deux peuples frères, elle dit que ne pas obéir à la Russie serait perdre tout caractère russe, comme si seule la Russie portait historiquement la Rus' de Kiev.

Cela marque surtout les gens tout à l'Est de l'Ukraine, du Donbass, le bassin houiller du Donets, mais même la partie Est du pays en général, particulièrement lié à la Russie et parlant couramment le russe dans leur vie quotidienne, voire le pratiquant comme principale langue.

Il y a bien entendu une part de vérité, car les forces au service de la superpuissance américaine veulent inventer une Ukraine qui n'aurait aucun rapport historique avec la Russie. Et c'est d'autant plus vrai que les forces nationalistes ukrainiennes sont ultra-agressives.

Le conflit russo-ukrainien : le nationalisme ukrainien

Le nationalisme ukrainien a une forme très particulière. Sa base historique vient en effet de l'extrême-ouest du pays, ce qui lui confère des traits déformés au possible.

Lorsque le tsarisme s'effondra, les forces bourgeoises ukrainiennes fondirent une « République populaire ukrainienne », qui ne dura que jusqu'en 1920 avec la victoire de l'armée rouge.

La Galicie orientale resta cependant aux mains de la Pologne. Cette région et l'Autriche deviennent alors le bastion des nationalistes ukrainiens, qui fondent en 1929 l'Organisation des nationalistes ukrainiens, avec comme dirigeant Stepan Bandera.



Anti-polonaise, antisémite, antisoviétique, pratiquant dans les années 1930 régulièrement le meurtre jusque des opposants, l'organisation convergea ensuite avec l'Allemagne nazie et forma une légion ukrainienne, puis une Armée insurrectionnelle ukrainienne massacrant notamment 100 000 Polonais dans une perspective de purification ethnique.

Cette « armée » finit par se retrouver à combattre très brièvement l'Allemagne nazie en cherchant un appui américain, avant d'être écrasée par l'avancée de l'armée rouge, alors que Stepan Bandera est exécuté par le KGB en Allemagne de l'Ouest en 1959.

La Galicie orientale devint alors soviétique, mais reste marqué par cette aventure « banderiste », surtout que la mouvance banderiste des pays occidentaux s'est précipité dans le pays après l'effondrement de l'URSS.

La valorisation de Stepan Bandera et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne relève désormais de l'idéologie officielle et est portée par de multiples organisations nationalistes extrêmement actives et militarisées.

L'Euromaïdan et les nationalistes ukrainiens

Les organisations nationalistes ukrainiennes ont été très médiatisées au moment des rassemblements appelés « Euromaïdan », de par leur activisme violent et leur iconographie ouvertement nazie.

Ces organisations, comme Secteur droit ou Svoboda, se veulent les successeurs de Stepan Bandera, leur bastion est la partie extrême-occidentale du pays, la Galicie qui n'a rejoint le reste de l'Ukraine qu'en 1945.

Elles ont joué le rôle des troupes de choc lors de l'Euromaïdan, c'est-à-dire les rassemblements sur la place Maïdan (c'est-à-dire de l'indépendance) à Kiev, fin 2013 – début 2014. Jusqu'à 500 000 personnes ont protesté contre le régime, corrompu et à bout de souffle.

Ce fut alors la « révolution », c'est-à-dire la mise de côté de l'oligarchie pro-russe et son remplacement par une autre oligarchie, cette fois pro-américaine ou pro-européenne.

La dénomination du mouvement vient de Radio Free Europe, la radio américaine, alors que les États-Unis ont déversé des milliards par l'intermédiaire d'associations et d'ONG.



Depuis 2014, le régime en place est ainsi pro-occidental, violemment anti-russe, farouchement anti-communiste, réécrivant l'histoire ukrainienne.

Le séparatisme au Donbass et la question de la Crimée

Initialement, il y a eu des révoltes contre la ligne triomphant à l'Euromaïdan. Ces révoltes, manipulées par la Russie, ont immédiatement abouti à des mouvements séparatistes, usurpant l'antifascisme et les références soviétiques. Cela a donné deux pseudos-républiques populaires, celle de Donetsk et celle de Louhansk.

Dans les deux cas il s'agit de régimes satellites de la Russie, de forme anti-démocratique, patriarcale-clanique, avec les exécutions sommaires et la torture, tout comme d'ailleurs chez les unités anti-séparatistes néo-nazies quelques kilomètres plus loin.



L'idée était initialement d'unifier ces deux « républiques populaires » avec l'Est de l'Ukraine, pour former une « Nouvelle-Russie ». D'ailleurs, initialement les séparatistes avaient davantage de territoires ; à la suite de l'intervention ukrainienne, ils en ont perdu les deux-tiers.

La Russie a également profité de la situation pour annexer la Crimée. Cette région avait été littéralement offerte à l'Ukraine par le révisionniste Nikita Khrouchtchev, alors qu'historiquement la région est russe. Le prétexte était le 300^{e} anniversaire du traité de Pereïaslav signé par Bogdan Khmelnitski avec la Moscovie, liant l'Ukraine à la Russie.

L'écrasante majorité des gens de Crimée a accepté le coup de force et l'annexion russe. Il n'en reste pas moins que c'est une invasion et une annexion contraire au principe du droit international, avec qui plus est des troupes russes sans uniformes afin de masquer les faits.

La Crimée ou la Nouvelle-Russie ?

L'expansionnisme russe fait face à un dilemme qui caractérise toute son attitude militaire et politique. D'un côté, la Crimée est alimentée en eau potable par un canal partant d'Ukraine,

mais qui est désormais fermé. Il lui faut impérativement débloquer cette situation.

Cependant, cela impliquerait, du point de vue expansionniste, d'effectuer un débarquement massif et de s'approprier une bande de terre au bord de la mer Noire, ce qui est délicat à défendre. Il faudrait en fait même étendre cette bande jusqu'aux pseudos « républiques populaires » et cela veut dire que le débarquement doit s'accompagner d'une pénétration massive par les troupes pour maintenir la conquête.

D'un autre côté, la Russie a l'espoir de disposer de l'accord passif d'une partie de la population à l'Est du pays en cas de passage à une hégémonie russe. Cela veut toutefois dire qu'il faudrait une pénétration militaire massive et, de ce fait, cela ne résoudrait pas la question de l'eau potable pour la Crimée.

Une troisième option serait une double combinaison débarquement – pénétration massive, mais ce serait là littéralement mener une guerre ouverte à l'Ukraine, alors que les deux autres options peuvent se maintenir comme opérations « localisées ».

L'expansionnisme russe se heurte à l'hégémonie de l'OTAN

Dans tous les cas, l'expansionnisme russe à l'Est se heurte à l'hégémonie de l'OTAN, qui s'est installé en Europe centrale et dans pratiquement tous les pays de l'Est européen. Les velléités impérialistes des uns et des autres ne peuvent qu'entrer en contradiction antagonique.



La tendance à l'affrontement impérialiste est inéluctable de par la prise d'initiative des uns et des autres, alors que le conflit sino-américain se dessine en toile de fond comme base pour la troisième guerre mondiale. La question russo-ukrainienne doit être réglée en un sens ou un autre, telle est la logique des deux blocs : les Américains pour passer à la Chine, la Russie pour assumer son expansionnisme.

La prise d'initiative des peuples du monde face à la guerre va être essentielle et cela dans un contexte de seconde crise générale du capitalisme qui va exiger un haut niveau d'engagement de leur part. L'époque va être particulièrement tourmentée et nécessitera une implication communiste à la hauteur. ■

Staline
sur l'autonomie soviétique
de l'Ukraine

Tiré de : La politique du pouvoir des Soviets dans la question nationale en Russie, La Pravda, 10 octobre 1920

« On ne saurait considérer l'autonomie soviétique comme quelque chose d'abstrait et de factice ; à plus forte raison ne saurait-on la considérer comme une simple déclaration, une promesse vaine. L'autonomie soviétique est la forme la plus réelle, la plus concrète d'union de la périphérie avec la Russie centrale.

Nul ne s'avisera de nier que l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, le Turkestan, la Kirghizie, la Bachkirie, la Tatarie et les autres régions périphériques, pour autant qu'elles aspirent à la prospérité culturelle et matérielle des masses populaires, ne peuvent se passer d'écoles dans leur langue nationale, de tribunaux, d'administrations, d'organes du pouvoir composés principalement de gens du pays.

Bien plus, la soviétisation effective de ces régions, leur transformation en pays soviétiques étroitement rattachés à la Russie centrale et formant avec elle un État unique sont inconcevables sans une ample organisation des écoles locales, sans la création de tribunaux, d'administrations, d'organes du pouvoir, etc. composés de gens qui connaissent le mode de vie et la langue de la population.

Mais baser les écoles, les tribunaux, les administrations, les organes du pouvoir sur la langue nationale, cela signifie justement réaliser en fait l'autonomie soviétique, puisque celle-ci n'est rien d'autre que la somme de toutes ces institutions quand elles ont revêtu la forme ukrainienne, turkestane, kirghize, etc.

Comment parler sérieusement, après cela, du caractère éphémère de l'autonomie soviétique, de la nécessité de la combattre, etc. ?

De deux choses l'une :

ou bien les langues ukrainienne, azerbaïdjanaise, kirghize, ouzbek, bachkire, etc., sont une réalité effective et, par conséquent, il est absolument nécessaire, dans ces régions, de développer dans la langue nationale l'école, les tribunaux, les administrations et les organes du pouvoir composés de gens du pays, et alors l'autonomie soviétique doit être appliquée dans ces régions à fond et sans réserve ;

ou bien les langues ukrainienne, azerbaïdjanaise et autres ne sont qu'une pure invention ; les écoles et autres institutions dans la langue maternelle sont, par conséquent, inutiles, et alors l'autonomie soviétique doit être rejetée comme un fatras inutile.

Rechercher une troisième voie, c'est faire la preuve de son incompétence en la matière ou de sa navrante étourderie. »

Le Mouvement de la Paix

LA FRANCE DOIT SORTIR DE L'OTAN ET EXIGER SA DISSOLUTION

Après la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN décidée par Nicolas Sarkozy en mars 2009, le gouvernement vient de franchir un nouveau pas en proposant à l'OTAN d'accueillir à Toulouse un nouveau Centre d'Excellence OTAN (CEO) exclusivement dédié à l'espace.

En 2019, les alliés ont adopté une politique spatiale de l'OTAN et reconnu l'espace comme milieu d'opérations, au même titre que les milieux aérien, terrestre, maritime et cyber. Cette politique a pour but de soutenir les opérations et les missions de l'Alliance dans des domaines tels que les communications, la navigation et le renseignement. L'arrivée au pouvoir de J. Biden devrait peut-être modifier certaines approches, des discussions sont en cours avec ses partenaires, nous en saurons plus lors du prochain sommet de l'OTAN.

Au-delà des discours officiels, la France renforce sa présence au sein de l'OTAN. Ainsi le navire "Endurance" de l'US Army a accosté à La Rochelle en juillet 2020 pour débarquer des hommes et du matériel destinés à la relève de l'armée US en Allemagne et en Pologne. Un sous-marin nucléaire d'attaque et un navire de soutien français ont navigué récemment en mer de Chine méridionale où la Chine a de fortes revendications territoriales, alors que sont annoncées des grandes manœuvres US/OTAN dans cette région en 2021.

Florence Parly y voit une "*preuve éclatante"* de la capacité de la Marine nationale "*à se déployer loin et longtemps en lien avec nos partenaires stratégiques australiens, américains ou japonais".* La ministre a aussi expliqué que la France dispose d'une zone économique exclusive dans la région indo-pacifique, et qu'elle entendait y protéger sa souveraineté et ses intérêts.

La France accueille déjà des installations de l'OTAN comme la base aérienne franco-allemande d'Évreux pour le transport aérien et la base du Mont-Verdun près de Lyon pour la surveillance des vols civils et militaires en lien avec celle d'Aix-en-Provence.

Le budget de l'OTAN est environ 130 fois celui de l'Organisation des Nations Unies dont les objectifs sont le maintien ou le rétablissement de la Paix et l'aide au développement sous toutes ses formes. Ce budget représente 60% environ de l'ensemble des dépenses d'armement dans le monde, 1 917 Md$.

Les liens entre l'Union Européenne et l'OTAN sont forts, les traités de l'UE, surtout le traité de Lisbonne, confient à l'OTAN sa défense : l'adhésion à l'OTAN, de fait, conditionne l'adhésion à l'UE des anciens pays socialistes de l'Est européen. On pourrait parler de consanguinité.

L'OTAN était déjà illégale pour son non-respect de la Charte des Nations-unies, le TIAN aggrave encore cette illégalité en compromettant tous les pays « accueillant » ces armes nucléaires.
Le Mouvement de la Paix demande à notre pays de sortir complètement de l'OTAN et d'inciter tous les autres pays membres à faire de même et à exiger, avec nous, sa dissolution.

A Paris, le 22/02/2021

Un an après, le capitalisme n'est pas relancé et la crise économique s'installe en profondeur

Un an après le confinement de mars 2020 et la généralisation de la crise sanitaire, l'économie est toujours fortement impactée ; le capitalisme n'a pas retrouvé son rythme précédent. La crise, bien qu'inexistante en apparence, s'installe en réalité en profondeur.

Au début du mois d'avril 2021, le ministre français de l'économie Bruno Le Maire a dû faire le constat suivant, en raison des nouvelles restrictions sanitaires dans le pays :

> « Nous évaluons le déficit public pour 2021 à 9 %, au lieu des 8,5 % qui avaient été inscrits dans le projet de loi de finances initial et nous estimons que la dette publique passera de 115 % à 118 % en 2021. »

C'est la conséquence directe de la prévision de croissance pour l'année 2021 revue à la baisse, à 5 % au lieu des 6 % initiaux. Cette différence d'un point est importante, d'autant plus qu'il s'agit à l'origine d'une fourchette haute ; la Banque de France de son côté misait plutôt sur 5,5 % avant les restrictions sanitaires du mois d'avril.

Le capitalisme était censé rebondir rapidement, en « V », en flèche, en escalier, etc.

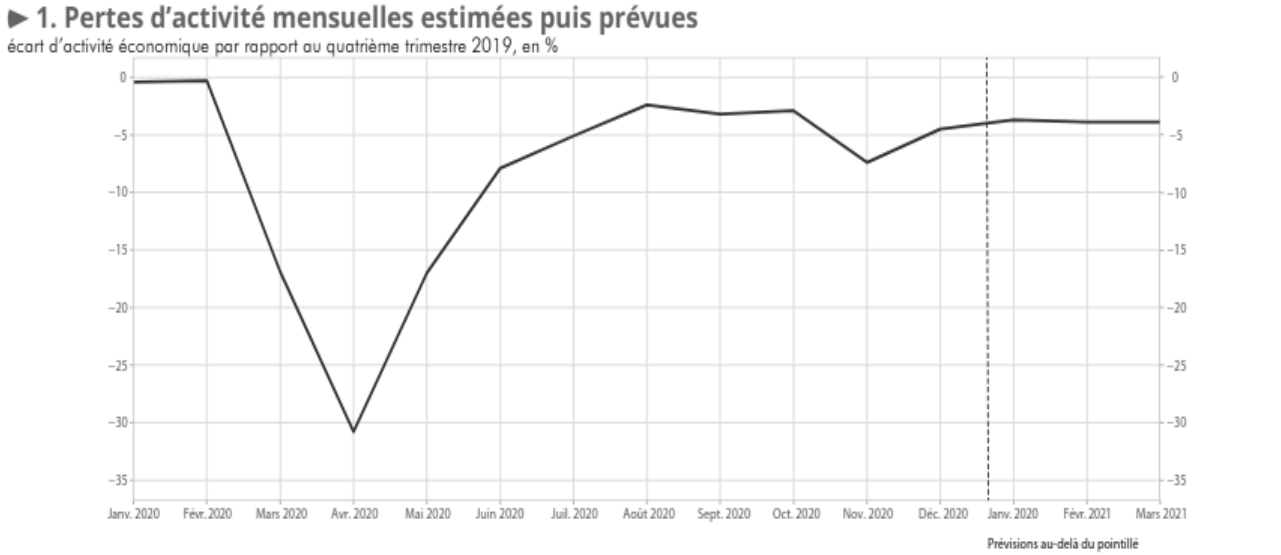


En réalité, il a été freiné drastiquement dans son élan et il ne reprend pas son mouvement initial, alors que de toutes façons la pandémie de Covid-19 est toujours présente.

En ce qui concerne la France plus

précisément, selon l'Insee dans sa traditionnelle note de conjoncture du mois de mars 2021, qui fait le point sur un an de crise sanitaire, il est constaté que :

> « Au total, l'activité économique (PIB) se situerait au premier trimestre 2021 à environ 4 % sous son niveau d'avant-crise ».



Lecture : en décembre, l'activité économique a été en retrait d'environ 4 1/2 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. Elle se serait établie en janvier à −4 %.
Source : calculs Insee à partir de sources diverses

C'est bien sûr énorme. Mais surtout, l'Insee explique dans sa note que la situation est très floue, qu'il a fallu trouver de nouveaux indicateurs, et il est admis qu'il est très difficile de comprendre ce qui se passe.

Il y a en effet un aspect essentiel dans cette crise qui perturbe l'analyse : c'est que le capitalisme est entravé dans son fonctionnement habituel par les mesures étatiques. Non pas que les États n'étaient pas présents avant, mais il y a un changement profond qui a eu lieu avec la prise en charge massive de secteurs entiers de l'économie.



Cela donne une situation totalement contradictoire : alors que l'économie a été bousculée et a reculé, les entreprises ne se sont pas effondrées. Au contraire, alors qu'il y avait en France ces dernières années environs 50 000 faillites d'entreprises par an, elles n'ont été que de 35 000 en 2020. La différence est d'autant plus gigantesque que l'écart devrait logiquement avoir eu lieu dans l'autre sens.

C’est donc la nature même du capitalisme qui est ici atteinte, perturbée, agressée. Le capitalisme, par définition, c’est l’entreprenariat, autrement dit l’investissement de capital pour la réalisation de plus-value avec des cycles censés s’élargir sans cesse.

Le corollaire, et c’est un aspect essentiel de l’idéologie bourgeoise, c’est la notion de risque. Le « risque » fait partie du capitalisme, les échecs n’étant que le marqueur d’un mauvais investissement, etc. Les faillites sont en quelque sorte considérées comme un processus nécessaire, vitale.

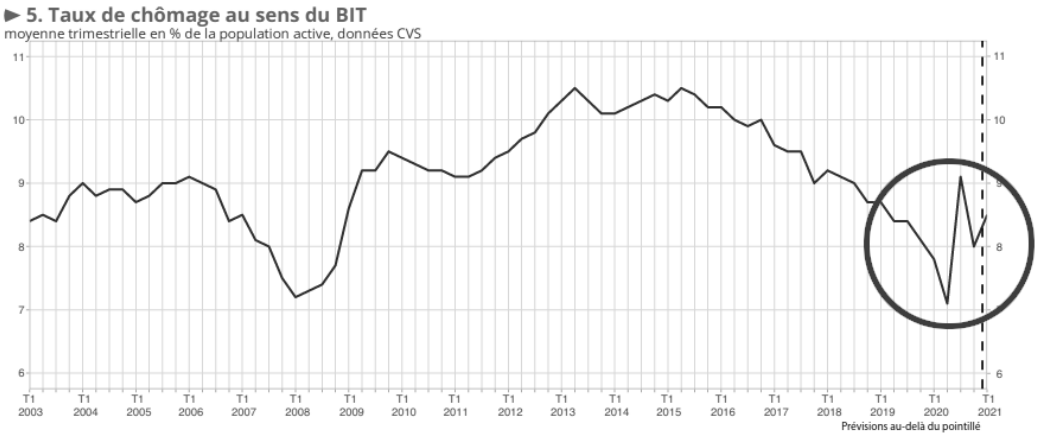
Les monopoles dépassent (relativement) cette notion de risque, mais par en haut, en écrasant la concurrence et en minimisant les situations dangereuses par la main-mise sur un secteur, sur les approvisionnements, la distribution des marchandises, etc.



La différence ici est que les États ne *dépassent* pas, mais <u>suppriment</u>, de manière totalement artificielle, le risque inhérent à l’entreprise capitaliste.

Partant de là, toute analyse classique et mécanique des mouvements du capitalisme est biaisée, car, du point de vue bourgeois, les mêmes « causes » n’entraînent plus les mêmes « conséquences », et inversement.

En effet, comment expliquer de manière classique et mécanique qu’il y a eu une forte récession, de 8 %, la pire depuis la seconde guerre mondiale, mais qu’en même temps le taux de chômage n’a pas explosé, que le pouvoir d’achat des ménages ne s’est pas effondré, etc. ? Y a-t-il crise, ou n’y a-t-il pas crise ?



Champ : France (hors Mayotte), population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, enquête Emploi

▶ 1. Composantes de revenu disponible brut des ménages

	Variations trimestrielles									Variations annuelles	
	2019				2020				2021	2019	2020
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1		
Revenu disponible brut (100 %)	**0,7**	**0,2**	**0,7**	**0,9**	**-0,5**	**-1,7**	**2,8**	**1,5**	**1,0**	**3,1**	**1,1**
dont :											
Revenus d'activité (73 %)	1,0	0,4	0,8	0,6	-2,4	-9,9	12,0	0,1	1,0	2,6	-3,5
Masse salariale brute (64 %)	1,1	0,4	0,9	0,6	-2,3	-10,2	12,2	-0,5	0,7	2,9	-3,7
EBE des entrepreneurs individuels* (8 %)	0,3	-0,1	0,3	0,5	-3,0	-7,3	10,7	4,7	2,8	0,4	-1,9
Prestations sociales en espèces (35 %)	1,3	0,4	0,6	0,5	2,8	10,0	-7,1	2,3	-0,3	3,1	8,0
EBE des ménages purs (14 %)	-0,2	0,0	0,3	0,5	0,0	-1,6	3,3	0,5	0,5	0,2	1,1
Revenus de la propriété (6 %)	2,0	-0,2	-2,3	-4,4	-7,1	-4,8	-1,7	1,0	2,0	3,9	-15,0
Prélèvements sociaux et fiscaux (-28 %)	2,1	0,8	-0,1	-2,0	-2,5	-8,1	10,2	-1,9	-1,0	0,7	-5,6
Prix de la consommation des ménages	**0,1**	**0,3**	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**-0,2**	**0,2**	**0,0**	**0,6**	**0,9**	**0,5**
Pouvoir d'achat du RDB	**0,6**	**-0,2**	**0,5**	**0,7**	**-0,7**	**-1,6**	**2,7**	**1,5**	**0,4**	**2,1**	**0,6**
Pouvoir d'achat par unité de consommation	**0,5**	**-0,3**	**0,4**	**0,5**	**-0,8**	**-1,7**	**2,5**	**1,3**	**0,3**	**1,5**	**0,0**

Prévision

Lecture : après un rebond de 2,8 % au troisième trimestre 2020, le revenu disponible brut des ménages a fortement augmenté au quatrième trimestre, avec +1,5 %. L'évolution annuelle a été de +1,1 % en 2020.

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2018.

* l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur

Source: Insee

Mi-mars 2021, c'est-à-dire avant les nouvelles restrictions sanitaires et alors que le gouvernement français imaginait encore pouvoir échapper par miracle à de nouvelles restrictions sanitaires, le gouverneur de la Banque de France disait la chose suivante :

> « On a connu depuis un an une étape de montagne, avec des descentes vertigineuses, des belles remontées. Là on est plus sur un faux plat et l'arrivée au terme de l'étape est déterminée par le rythme des vaccinations.
>
> Dans notre prévision actuelle, nous voyons un retour au niveau pré-Covid au printemps de l'année prochaine, au printemps 2022 : c'est un peu mieux que ce que nous voyions en décembre dernier où nous le prévoyions à l'été 2022.
>
> Mais nous avons devant nous une année de faux plat, sans doute moins accidentée que ce que nous avons vécu depuis un an, mais qui reste une étape exigeante. »

Selon lui, c'est très clair, ou en tous cas c'est ce qu'il prétend en public (car

ce n’est pas exactement ce que disent les différentes publications de la Banque de France) : il n’y a pas de crise et il suffit de laisser faire le capitalisme pour que tout reparte bientôt comme avant.

C’est évidemment un point de vue biaisé, car justement le capitalisme ne repart pas sur une base « saine » (capitalistiquement parlant), mais faussée par les mesures étatiques.

Si l’on ne prend que la France, comment expliquer que le capitalisme puisse reprendre sa vitesse de croisière alors qu’il y a actuellement des milliers d’entreprises « zombies », c’est-à-dire mortes économiquement mais maintenues sous respiration artificielle par les mesures étatiques ?



Ces mesures étatiques sont immenses et n’ont pas du tout cessé ; l’évaluation de la situation économique réelle n’est pas du toute faite.

Au mois de mars 2021, ce sont encore 11 % des salariés du secteur privé qui sont concernés par l’activité partielle.

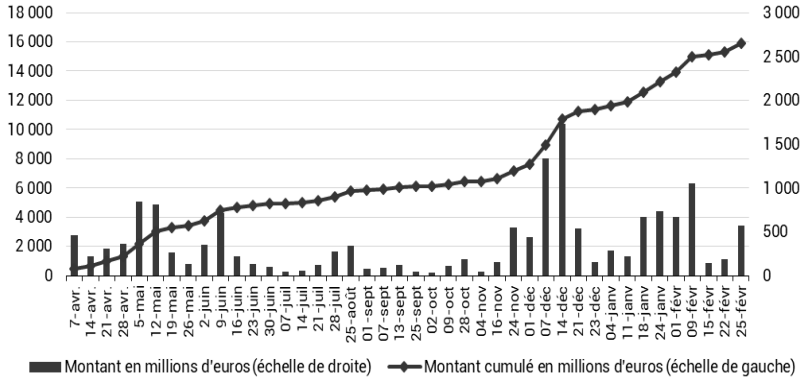
Cela donne en cumulé depuis mars 2020, 2,728 milliards d’heures indemnisées pour 28,7 milliards d’euros d’allocations versées par l’État français. À titre de comparaison, la dépense annuelle pour la rémunération des fonctionnaires est d’un peu plus de 120 milliards d’euros par an.

C’est donc l’équivalent de près d’un quart de ce budget qui a été alloué depuis le début de la crise sanitaire, c’est l’équivalent d’un quart de fonctionnaires en plus… mais sans activité !

En ce qui concerne le Fonds de solidarité pour les entreprises en difficulté, le montant total cumulé d’aides versées au 25 février 2021 était 15,9 milliards d’euros.

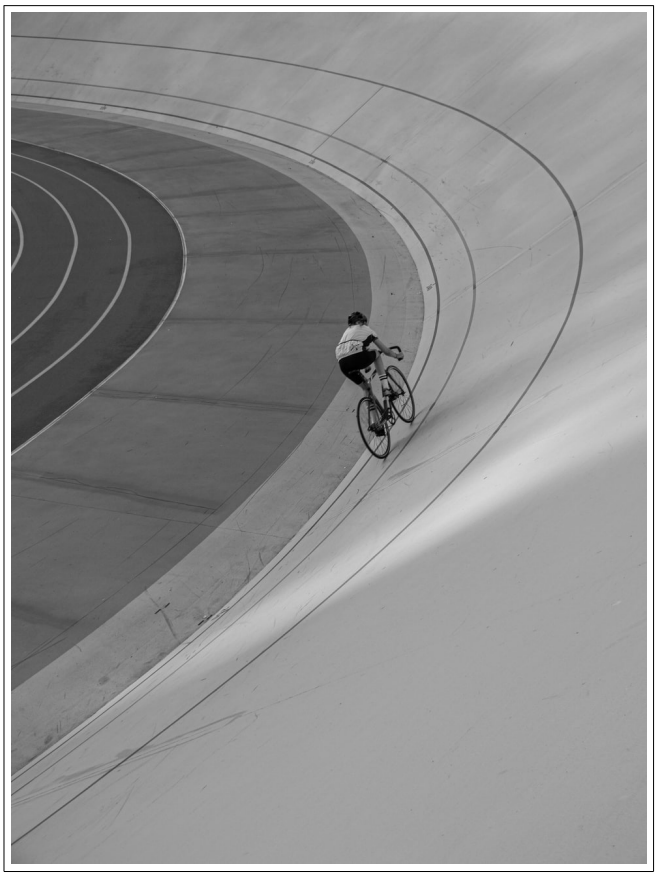
Le cumul était de 10 milliards d’euros au 7 décembre 2020, le recours aux aides s’est donc accentué drastiquement sur la fin de l’année 2020 et le début de l’année 2021, comme on le voit sur ce graphique de l’agence publique France stratégie :

Graphique 2a
Montants versés au titre du fonds de solidarité (FdS) depuis avril 2020



Lecture : Au 25 février 2021, 7 127 088 aides ont été versées pour un montant de 15,89 Md€.
Source : tableau de bord / conséquence économiques du Coronavirus (DG Trésor), à partir de DGFiP et Dinum. Les données manquantes dans la série des demandes sont obtenues par interpolation linéaire.

Il faut ajouter à cela le montant total des cotisations restant dues (après remboursement partiel des cotisations sociales reportées) : 21 milliards d'euros.



Vient ensuite l'aspect le plus fondamental qui est celui des prêts garanties par l'État, les PGE. En un an, le montant total accordé atteint 134 milliards d'euros.

Ce sont 710 000 entreprises qui sont concernées, dont 90 % de très petites entreprises. Le taux de refus pour contracter un PGE est très faible, moins de 3 %.

Cela fait que les entreprises sont massivement endettées, alors que dans le même temps l'activité n'a pas repris à un niveau équivalent à l'avant-crise sanitaire.

Dans les faits, selon les informations des banques, seules 5 % à 10 % des entreprises envisagent de rembourser intégralement leur prêt à l'échéance de la première année, le reste envisage un étalement sur deux à cinq ans.

L'économie est donc censée repartir « comme avant », avec des entreprises pourtant beaucoup plus endettées et avec une activité toujours inférieure à la situation initiale... Cela ne tient évidemment pas la route.

La situation de crise est d'autant plus marquée qu'elle était déjà installée avant la crise sanitaire pour des pans entiers du capitalisme.

Selon la Banque des règlements internationaux, la part des entreprises « zombies » dans le monde augmente drastiquement depuis 30 ans, en raison des possibilités à s'endetter massivement (car les taux d'intérêt sont bas en raison du surplus massif de capital). C'est particulièrement vrai pour la France, selon la BRI en 2020 :

> « Dans l'Europe continentale la part de zombies est plus faible, allant de 10% à 15%, elle est restée constante après la crise financière. A l'exception de la France où leur part a plus que doublé depuis 2008. »

L'endettement des entreprises non financières françaises (entreprises autres que banques et assurances) atteignait déjà les 2 207 milliards d'euros à la fin 2019.

Et c'est la même chose pour les États, dont la France en particulier, qui étaient extrêmement endettés avant la crise sanitaire, et qui en ressortent plus dépendant que jamais en termes de dette publique.

Il y a donc une situation de blocage du capitalisme. La crise sanitaire a entraîné une

chute drastique de la consommation et donc des revenus pour les entreprises, mais à fait progresser massivement l'épargne des ménages : en France, 21,3 % de revenu disponible en 2020 contre 14,9 % en 2019.



Il est considéré la possibilité de s'appuyer sur cette épargne pour générer de la dette (publique ou privée) et relancer l'économie.

C'est ce qu'explique par exemple le ministre de l'Économie français Bruno Le Maire début avril 2021 en rappelant que « l'épargne accumulée pendant la crise s'élève environ à 130 milliards d'euros – plus que le plan de relance ! »

Et il ne s'agit là que d'un surplus d'épargne dû à la crise sanitaire, la base initiale étant beaucoup plus massive.

Mais il y a un problème de taille, et qui est très bien vu par la plupart des économistes : tout cette épargne n'est placée que grâce à des taux extrêmement bas et pour des rendements extrêmement faibles, mais garanties. Il faut voir d'ailleurs comment les banques centrales telles la BCE et la FED luttent corps et âme depuis des années pour assurer ces taux extrêmement bas.



C'est précisément pour cela que les États comme la France arrivent à lever de la dette massivement et à faible coût, malgré une situation comptable catastrophique, et malgré donc une crise sanitaire majeure.

Il y a un attrait pour les obligations d'État, car c'est considéré comme à faible risque, malgré que cela ne rapporte pas.

Autrement dit, il y a une forte aversion au risque et à l'investissement capitaliste à proprement parler.

Cela ne date pas de la crise sanitaire mais d'une situation générale du capitalisme depuis des années, qui est largement grippée, malgré des mouvements irrationnels de spéculation dans des secteurs en particulier (numérique, immobilier, art contemporain, cryptomonnaies, etc.)

Le gouverneur de la Banque de France

résume la chose ainsi dans une émission grand public, mais il l'a également expliqué de manière encore plus poussée et détaillée lors d'une « Conférence de haut niveau » au Collège d'Europe à Bruges le 31 mars 2021 :

> « Je crois que c'est à la fois un impératif et une possibilité, voire une réalité.
>
> Cela va jouer deux fois, si vous me permettez : cela va jouer tout de suite, ce relais du soutien public massif de 2020, par la confiance privée, celle des consommateurs et des entrepreneurs, dans les mois qui viennent.
>
> Et puis cela doit jouer plus durablement, parce qu'au fond c'est cela qui nous manque par rapport aux Américains, d'être prêt à prendre plus de risques, à innover. Il y a, vous savez, deux grands économistes européens du XXe siècle : il y a KEYNES, qu'on connaît en général, l'économiste du soutien et de la solidarité, et il était nécessaire. Et puis il y en a un qui est moins connu, un Autrichien, SCHUMPETER qui est l'économiste de l'innovation.
>
> SCHUMPETER a émigré aux États-Unis, dans sa vie. Eh bien nous, Européens, il faut que nous arrivions à réconcilier davantage KEYNES et SCHUMPETER si nous voulons, dans la bataille économique mondiale, avec les États-Unis et la Chine, tenir notre rang, tenir notre place ; on peut y croire. »

Ce qu'il dit est typique. Le capitalisme peine à s'élargir et se mord la queue, en s'appuyant sur ses propres bases (au moyen de la dette massive) pour espérer s'élargir artificiellement.



Les États maintiennent l'économie sous respiration artificielle, au moyen de la dette, mais dans le même temps ils sapent la base même du capitalisme qui est l'investissement pour le rendement par la plus-value.

Le risque d'effondrement est gigantesque dans ces conditions.

C'est une contradiction majeure, à la base de la seconde crise générale du capitalisme. La crise économique, si elle n'est pas visible, a une base structurelle profondément ancrée et détentrice d'un potentiel dévastateur au moindre emballement négatif.

Après un an de crise sanitaire, la crise économique n'a pas explosé, mais elle s'est profondément installée, perturbant le capitalisme à sa racine même. C'est particulièrement vrai en France, maillon faible des grandes puissances impérialistes.■

LES SEMI-CONDUCTEURS AU CŒUR DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE

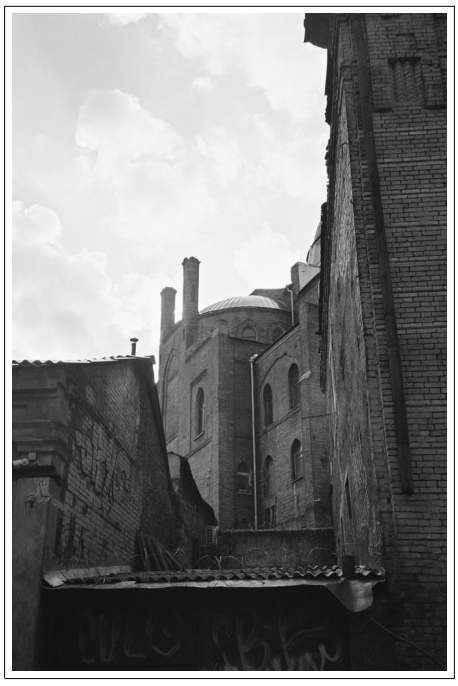
Depuis janvier 2021, l'industrie des puces électroniques est médiatisée à cause d'une rupture dans les chaînes d'approvisionnement qui touche l'industrie automobile, mais aussi les produits high-tech tels qu'ordinateurs, consoles de jeux vidéos…



Cela est dû à ce que ces biens de consommation courant reposent sur un haut niveau de technicité. Or, la seconde crise générale du capitalisme a chamboulé la production de moyens de production.

Or, comme la crise implique un développement exponentiel de la compétition capitaliste, de la concurrence inter-impérialiste, cela implique des réponses nationalistes, pour se réapproprier la « souveraineté ».

La question des semi-conducteurs est ainsi un aspect essentiel de la seconde crise générale du capitalisme : elle touche la production, la production des moyens de production, les rapports conflictuels inter-impérialistes.



LA QUESTION DE LA PRODUCTION DES MOYENS DE PRODUCTION

Qui dit biens de consommation de haut niveau de technicité dit usines de haut niveau de technicité.

Et qui dit usines de haut niveau de technicité dit usines de haute technicité pour produite des usines de haut niveau de technicité. Et cela, non pas à l'infini, mais tout de même pendant toute une série de cycles.

Cette question de la production des moyens de production est l'un des points les plus essentiels pour comprendre les enseignements de Karl Marx ; on peut même considérer, qu'en fait, seuls ceux ayant saisi le matérialisme dialectique peuvent l'appréhender de la juste manière.



Il ne suffit pas de nationaliser, de socialiser ou même d'auto-gérer les entreprises : encore faut-il être capable de les relier adéquatement et seule la planification permet un ajustement correct du rapport entre la production de biens de consommations et la production des moyens de production.

C'est pour cela, d'ailleurs, qu'on a régulièrement la critique petite-bourgeoise à l'encontre de Staline comme quoi il eut fallu en URSS se focaliser sur la production de biens de consommation et non sur l'industrie lourde. Or, cette question a été parfaitement résolue par Staline à l'époque, car il avait compris le matérialisme dialectique : sans production de moyens de production, on ne peut pas avoir de production des biens de consommation…

LA NATURE TECHNIQUE DES SEMI-CONDUCTEURS

Les semi-conducteurs sont des plaques de silicium gravées ; elles sont fournies aux équipementiers, qui eux-mêmes fournissent les grands groupes automobiles, informatiques, électroniques, électro-ménager.

On utilise du sillicium car c'est ce qu'on appelle un « semi-conducteurs », c'est-à-dire qu'il est capable de conduire une pulsion électrique selon une impulsion donnée (d'où le terme de « semi-conducteur »). C'est à partir de ce matériau que sont nés les transistors, puis les circuits intégrés ou « puces électroniques ».

La production de puces électroniques répond donc à un procès de production de haute qualité, exigeant une longue accumulation de savoir-faire, une concentration aiguë de techniques de production, ainsi qu'une ingénierie.



Le silicium, tout du moins ses oxydes, sont très abondants sur la Planète, puisqu'il se trouve dans la croûte terrestre. Les oxydes de silice ou de silicates doivent ensuite être extraits par procédé d'électrolyse, réalisé par l'industrie métallurgique.

Pour l'industrie des composants électroniques, il faut produire du silicium pur, pouvant aller jusqu'à 99,999,99 % de pureté pour les meilleurs procédés. Ce silicium est ensuite vendu sous la forme de « gaufrettes » (wafer) qui sont obtenues par un procédé chimique de haute précision.

On appelle ces produits des « gaufrettes » car ces plaques sont gravées à l'échelle nanométrique afin d'accueillir les circuits. Ce sont là le travail des fonderies de semi-conducteurs qui vendent ensuite ces wafer à des équipementiers, dont le travail consiste à y « imprimer », souvent par photolithographie, des circuits électroniques. On a, pour bien saisir le mouvement, le processus suivant :

Extraction des oxydes de sillice → sillicium pur → wafer → équipementiers → industrie

LA PRODUCTION DES SEMI-CONDUCTEURS

Il faut bien discerner les différents types de producteurs de semi-conducteurs.

Certaines entreprises gèrent toutes les étapes. On trouve ici les Américains Intel, Texas Instrument, le Japonais Renesas,

Certaines entreprises élaborent des puces, mais ne les produisent pas, elles passent commande. On trouve ici Apple, Nvidia, Qualcomm, Xilinx, AMD, ATI.



Certaines entreprises ne produisent que des wafers. Quatre entreprises occupent l'écrasante majorité de la production : les japonais Shin-Etsu Handotai et Sumitomo Mitsubishi Silicon Corp., l'Allemand Siltronic AG (Wacker), l'Américain MEMC Electronic Materials.

Mais certaines entreprises produisent des wafers sur commande, selon des plans précis. On a ici Taiwan Semiconductor Manufacturing Co. Ltd., United Microelectronics Corp., GlobalFoundries.

Taiwan Semiconductor Manufacturing Co. Ltd, connu sous le nom de TSMC, possède notamment Fab 18, qui a coûté 17 milliards de dollars.

En fait, pour faire simple, les entreprises ont tout simplement délocalisé. On parle ici de réalisation « fabless », sans fabrication. C'est un terme inventé par Serge Tchuruk, dirigeant d'Alcatel, lorsqu'il a pris en 2001 la décision de concevoir seulement, et non plus de produire les semi-conducteurs.

Si l'on prend les wafers seulement, la production a été de 19,4 millions d'unités en 2019. 1,1 million était produit en Europe, 2,4 aux États-Unis, 2,6 millions en Chine, 3,2 millions au Japon, et le reste de manière équitable entre la Corée du Sud et Taïwan, les plus gros producteurs.

Et c'est là que Taïwan devient essentielle. Si la Chine, dans sa volonté de conquérir l'hégémonie, se focalise de manière acharnée sur Taïwan, ce n'est pas simplement parce que cette île est effectivement chinoise historiquement. C'est surtout parce que son contrôle lui fournirait une position stratégique mondiale.

C'est à Taïwan qu'on trouve le cœur des fonderies : là-bas sont produits 75,7 % des semi-conducteurs. Ce n'est pas seulement une dimension quantitative, car Taïwan est supérieur au niveau technique, notamment pour les circuits de taille inférieurs à 10 nanomètres (elle a 92 % du marché, 8 % étant en Corée du Sud).

La Chine en a d'ailleurs conscience puisqu'elle n'hésite pas à débaucher des ingénieurs de Taïwan, avec l'espoir de produire elle-même 70 % de ses besoins à l'horizon 2025. En attendant, les semi-conducteurs sont la première importation chinoise, à hauteur de 300 milliards de dollars.



Tout dépend, pour synthétiser et pour saisir le fond de la question, de Taïwan et de la Corée du Sud, qui produisent 83 % des puces de processeur et 70 % des puces de mémoire.

L'INSTABILITÉ D'UNE PRODUCTION SYSTÉMATISÉE

Le marché des semi-conducteurs est aussi complexe que les multiples niveaux de sa production. En fait, il y a un double problème. D'abord, les semi-conducteurs se développent au niveau technologique. La « loi de Moore » est connue, elle reflète le doublement tous les deux ans du nombre de transistors pour les microprocesseurs.

Tout cela pour dire que les semi-conducteurs sont vite dépassés, que d'autres sont produits dans la foulée ou à la place de ce qui est prévu, que leur production dépend d'une consommation très différente, allant de la trottinette à l'ordinateur, le réfrigérateur ou la voiture, bref c'est une course permanente, en plus d'une expansion.

Il faut bien saisir que les semi-conducteurs, de par leur transmission d'informations, sont à la fois utiles techniquement mais également pour mieux cerner les activités. On les trouve donc dans de plus en plus de biens de consommation. Le marché des semi-conducteurs représentait 314 milliards de dollars en 2010, 439 milliards en 2020.

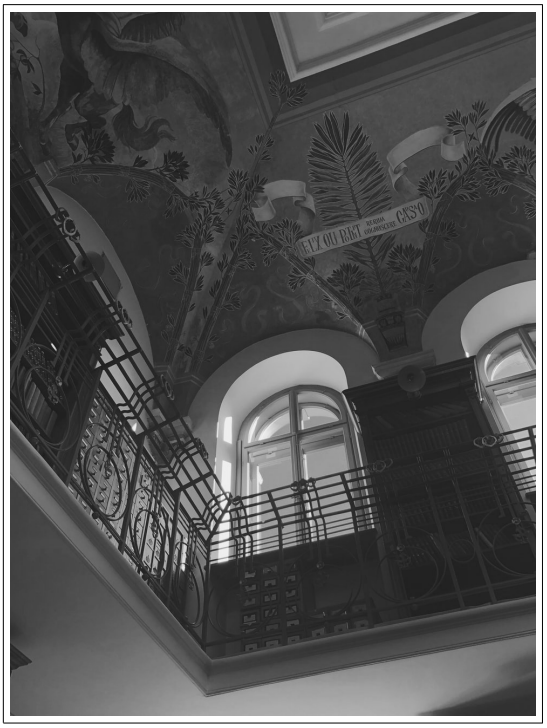
Or, la crise sanitaire a terriblement renforcé cette dimension de désorganisation et d'expansion.

L'IRRUPTION DE LA CRISE ET LA PÉNURIE DES SEMI-CONDUCTEURS

La demande de semi-conducteurs augmente grosso modo de 8 % par an. Mais avec les confinements, les gens ont davantage consommé certains biens de consommation contenant des semi-conducteurs. C'est le cas notamment pour les PC et les smartphones.

Ils ont également consommé moins de biens de consommation dans d'autres secteurs. Le capitalisme avancé, fondé sur une rotation du capital à flux-tendu, a amené une évaluation à la baisse des commandes de voitures, en raison de l'absence de commandes de firmes à l'été 2020.

Cela a provoqué une pénurie de semi-conducteurs, car derrière la consommation, il faut relancer la production. Comme il n'y a aucune planification, qu'il y a un décalage entre la productions des biens de consommation et la production des moyens de production, qu'il faut quatre mois pour produire des semi-conducteurs, l'ensemble a été profondément ébranlé.



Sony n'a plus été en mesure de fabriquer sa console Playstation 5, Nvidia de produire les cartes graphiques GeForce RTX 3060 Ti, 3070, 3080 et 3090, Stellantis (Fiat, Chrysler, DS et PSA) a été obligé de cesser la production d'automobiles comme à Rennes et Sochaux en France, General Motors de faire de même dans les trois pays d'Amérique du Nord, Ford a réduit sa production de pickup F-150, Honda a stoppé sa production dans cinq usines en Amérique du Nord, etc.

Cette pénurie de semi-conducteurs est l'expression du mur auquel se confronte le capitalisme lors de sa seconde crise générale.

LE REPLI NATIONALISTE COMME RÉPONSE À LA CRISE

Fin février 2021, le nouveau président américain Joe Biden a signé un décret pour étudier en cent jours les chaînes d'approvisionnement de quatre domaines : les semi-conducteurs, les batteries de grande capacité utilisées dans les véhicules électriques, les produits pharmaceutiques, les métaux essentiels à la technologie et à la défense.

Les États-Unis vont investir 50 milliards de dollars dans le soutien à la production nationale de semi-conducteurs, avec un National Semiconductor Technology Center, et le 23 mars 2021, Intel a annoncé la construction de deux usines aux États-Unis, avec 16,9 milliards d'euros d'investissements.



L'Inde, de son côté, proposée plus d'un milliard de dollars à toute entreprise qui ouvre chez elle une usine de semi-conducteurs.

En décembre 2020, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas ainsi que dix autres pays de l'Union Européenne annonçaient un plan pour mutualiser les entreprises clef du secteur des semi-conducteurs et former des alliances industrielles dans le but de sortir de la dépendance à l'Asie.

LA SOUVERAINETÉ COMME MASQUE DE LA COMPÉTITION ASSUMÉE

Le 9 février 2021, le ministre de l'économie français Bruno Le Maire était en visite à Montrevault-sur-Evre, une petite ville de 15 787 habitants dans le Maine-et-Loire où se situe une usine sous-traitante de microélectronique ouverte en 1996 et qui emploie 460 salariés ; cette usine doit déménager en 2021 dans une nouvelle unité de 19 000 m2 à Beaupréau-en-Mauges, à quelques kilomètres.

On a ici une bonne une illustration de la contradiction ville-campagne vécu par un prolétariat métropolitain au cœur d'une production ultra-moderne et fondamentale, vivant dans une zone rurale à la vie monotone.

Lors de sa visite, Bruno Le Maire a notamment déclaré :

> « L'un des enjeux des années à venir, c'est la souveraineté. Nous ne voulons pas, sur les composants électroniques, continuer à dépendre à 70, 80, 85 % de l'approvisionnement de Chine ou du reste de l'Asie. Car on a bien vu, à la faveur de cette crise, que c'était dangereux de trop dépendre des pays étrangers. »

C'est le nationalisme qui se renforce toujours plus comme reflet de la main-mise des monopoles.

L'EXEMPLE DE ST MICROELECTRONICS

STMicroelectronics est un bon exemple de cette tendance monopoliste. C'est une multinationale franco-italienne, de droit néerlandais et basée en Suisse, présent au CAC 40, à la bourse italienne et au New York Stock Exchange.



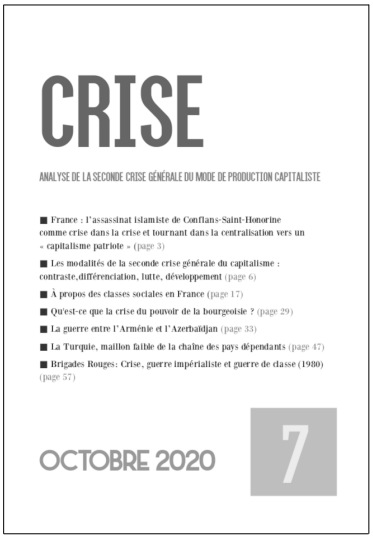
Ce producteur de semi-conducteurs fait 10 milliards de dollars de chiffres d'affaires, elle s'appuie sur 44 000 salariés, dont 11 500 en France, principalement en Isère (environ 6 000 personnes). Elle détient 16 unités de recherche & développement (R&D), 39 centres de conception, ainsi qu'une dizaine d'usines. Cette entreprise bénéficie d'aides publiques dans le cadre du plan Nano2022 de cinq milliards d'euros.

Et 27 % de l'entreprise sont étatiques franco-italiens, avec d'un côté la Banque publique d'investissement et le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, de l'autre le Ministero dell'Economia e delle Finanze et la Cassa Depositi e Prestiti.

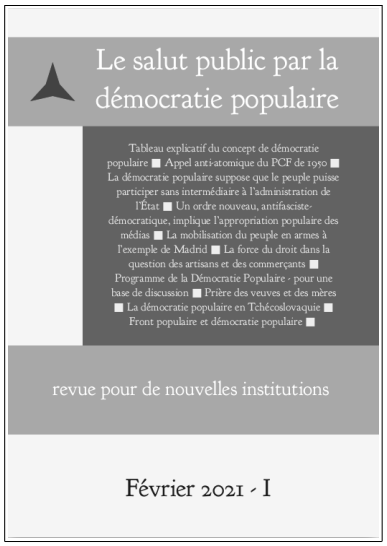
C'est là exemplaire. Il y a convergence du

capitalisme monopoliste et de l'État, autour des questions « stratégiques ». Avec la seconde crise générale du capitalisme, cela se généralisera, jusqu'à la formation de capitalisme monopoliste au niveau étatique… ce qu'on a déjà en Chine, voire même en bonne partie aux États-Unis.

Et ce triomphe des monopoles est l'antichambre du socialisme… à condition d'éviter (par la révolution) ou de stopper (aussi par la révolution) la guerre impérialiste. ■



Retrouvez en ligne les pdf de « Crise »,
« Le salut public par la démocratie populaire »
et « Communisme »





Sur les sites français et belge :

materialisme-dialectique.com

vivelemaoisme.org

La crise générale, c'est la question de la mise à jour des forces productives

On sait que la question de la contradiction forces productives / rapport de production a été vue de manière unilatérale par le grand Staline, une « erreur » liée aux conditions matérielles de l'Union Soviétique d'alors.

Grâce à l'auto-critique lancée par Mao dans le cadre de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, l'erreur a été rectifiée. Les forces productives ne sont pas un produit « extérieur », « neutre », mais sont le produit même de chaque mode de production.

Dans le Manifeste du parti communiste, Karl Marx et Friedrich Engels disent :

> « La bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe.
>
> Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. »

Ici, les fondateurs du marxisme pensaient directement à la question du paupérisme qui, rappelons-le, est d'ordre absolu et relatif.

Il faut bien remarquer une chose : Marx et Engels parlent bien du rapport entre la société et les conditions d'existence de la classe bourgeoise. De fait, si la société devait vivre toute entière à la manière de la bourgeoisie, la société s'effondrerait sur elle-même.



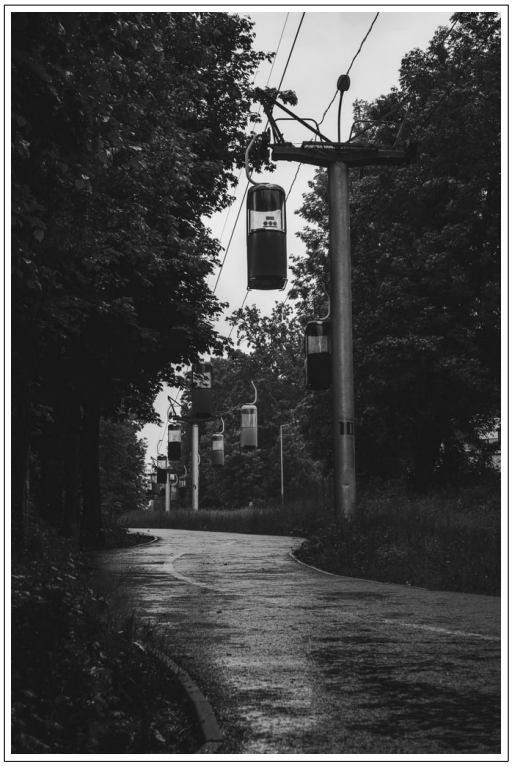
En toile de fond, on aura compris qu'il s'agit là de la contradiction forces productives/rapport de production : les forces de production nées de la société capitaliste sont-elles compatibles avec la société en général ?

La seconde crise générale produit par la maladie Covid-19 fournit une réponse négative.

La société toute entière ne peut pas vivre à l'image du mode de vie de la classe dominante, car cela se heurte frontalement aux dynamiques de la Biosphère, propices à la vie. Le niveau atteint par les forces productives ne peut plus continuer à être mis à jour sous une forme bourgeoise.

Mais ce qu'il faut voir également dans le propos de Karl Marx et Friedrich Engels, c'est qu'il est parlé de la contradiction interne aux forces productives.

En fait, au point de vue matérialiste dialectique, il y a le rapport entre la forme (réalisation) et le contenu (potentiel) des forces productives.



Le contenu, ou ici plutôt le potentiel des forces productives (technologie), n'est rien d'autre que le résultat objectif du travail intellectuel et manuel de plusieurs générations. En ce sens, l'état des forces productives est quelque chose d'universelle, irréductible à aucun mode de production.

Mais la mise en forme, ou la réalisation concrète du potentiel productif se déroule dans le cadre d'une situation concrète : c'est la lutte des classes au cœur des

rapports de production, avec l'appropriation privée de la richesse technologique commune, et la domination du travail manuel par le travail intellectuel au service de cette même appropriation privée.



Finalement, et conformément à la loi de la complémentarité oppositionnelle, la contradiction principale entre forces productives et rapport de production se divise ensuite en des contradictions secondaires à l'intérieur même des forces productives, et à l'intérieur même des rapports de production.

La contradiction interne aux forces productives réside dans l'opposition entre leur potentiel et la mise en forme de ce même potentiel, et la contradiction interne aux rapports de production se trouve dans l'opposition intellectuel/manuel. Et l'on voit que ces contradictions secondaires vont jouer sur la dynamique de la contradiction principale.

Par exemple, dans les années 1920-1930, l'industrie automobile s'est restructurée autour de ce qui est appelé le tayloro-fordisme parce qu'il y avait un grippage du travail manuel, donc une opposition interne au rapports de production (contradiction secondaire).



Mais d'un autre côté, le convoyeur automatique et la séparation col bleu/col blanc n'est possible que parce qu'il y a une nouvelle force productive, à savoir l'électricité abondante (potentiel productif).

Le potentiel productif de l'électricité s'est réalisé d'une telle manière qu'il a servit l'accumulation du capital : plus de productivité, plus de vente de voitures à bas coût, plus de

consommation pour les travailleurs. La mise en forme réelle de la force productive s'est déroulée sous domination des capitalistes, et en réponse à la contradiction secondaire dans les rapports de production.

C'est pour cela d'ailleurs que l'Union soviétique s'est emparée de cette force productive, ainsi que du convoyeur, le tout orienté dans une forme différente bien évidemment puisqu'il n'y avait plus la propriété privée des moyens de production. C'est ce qui a fait dire à Staline dans l'une de ses œuvres magistrales :

> « D'une façon générale, sous le socialisme, les choses n'aboutissent pas à un conflit entre les rapports de production et les forces productives, la société a la possibilité d'assurer en temps utile la correspondance entre les rapports de production retardataires et le caractère des forces productives.
>
> La société socialiste a la possibilité de le faire parce qu'elle n'a pas, dans son sein, de classes déclinantes pouvant organiser la résistance.
>
> Certes, sous le socialisme également, il y aura des forces d'inertie retardataires, ne comprenant pas la nécessité de modifier les rapports de production, mais il sera, évidemment, facile d'en venir à bout, sans pousser les choses jusqu'à un conflit. »

Le socialisme c'est la résolution de la contradiction principale, à savoir celle entre le caractère privé des forces productives et le caractère social des rapports de production. Pour résoudre la contradiction, il faut que s'enclenche le processus d'appropriation intellectuelle par les travailleurs manuels qui lui-même va permettre d'intervenir dans la réalisation sociale, communiste, du potentiel des forces productives.

Toute la difficulté réside donc dans le fait de savoir quand et comment telle contradiction secondaire devient principale, ou appuie la contradiction principale, comment le faisceau de ces contradictions s'enchevêtrent et donne naissance à des subjectivités communistes.

Comment se fait-il qu'on puisse fabriquer des moteurs à combustion capable de faire avancer des voitures, des bus, des trains, mais aussi des chars d'assaut déchirant des peuples ? Telle a été le problématique révolutionnaire de la première crise générale.

Comment se fait-il que l'on soit isolé dans une vie urbanisée et monotone alors que l'on fabrique des smartphones ultra-sophistiqués et que l'on connecte les objets et les moyens de production, à internet ?

Telle est la contradiction révolutionnaire au cœur de la seconde crise générale.



Si l'industrie électrique a été au cœur de la première crise générale, la fabrication de semi-conducteur aux dimensions nanométriques est au cœur de la seconde crise générale.
Toute la question est de savoir comment ce niveau de forces productives est orienté, ou ré-orienté, ou mis à jour selon les besoins de la société.

Par exemple, on voit déjà que si la contradiction principale forces productives / rapport de production ne trouve pas à se résoudre de manière révolutionnaire, la mise en forme du contenu technologique des semi-conducteurs est effroyable.

On a par exemple des brevets pour fabriquer des robots méduses afin de protéger la barrière de corail, des drones pollinisateur pour palier à la disparition des abeilles sauvages, le système « DragonflEye » qui consiste à intégrer une puce électronique dans une libellule pour la contrôler...



On a le même processus que pour la GPA (Gestation par autrui, ou « mères porteuses ») qui met en forme des technologies de pointe pour pallier à la stérilité grandissante de la population du fait de la dégradation des conditions de la vie naturelle.

La bourgeoisie maintient sa

prétention historique à diriger la société par cette mise à jour, en faisant mine de trouver des solutions aux limites naturelles de son propre mode de production. L'émergence du Covid-19 est d'ailleurs l'illustration de cette limite naturelle, historique.

Voilà le sens de la thèse marxiste du « blocage » des forces productives.

Ce n'est pas directement un blocage quantitatif, un blocage dans l'espace bien que celui-ci existe du fait des sous-investissements et des monopoles, mais une expression de la résistance des classes réactionnaires qui mettent en forme les forces productives sans correspondance avec les besoins de la société. Et aujourd'hui, on peut ajouter : besoins de la société, comme partie intégrante de la Biosphère.

Lorsque le capitaliste moderne-libéral Elon Musk lance son projet Neuralink, à quoi va t-il servir si ce n'est à renforcer l'idéologie idéaliste transhumaniste de la bourgeoisie ? Mais est-ce à dire qu'il faille rejeter le contenu technologique en lui-même ?



Par exemple, on pourrait imaginer que la connexion du cerveau humain à la connaissance universelle stockée dans les data-base center offre les conditions objectives de résolution de la contradiction intellectuel/manuel.

Dans une Humanité ayant compris sa place dans la Biosphère, on pourrait également imaginer que la puce électronique puisse aider à la résolution de la contradiction entre la ville et la campagne, qu'elle viendrait en aide aux personnes abîmées, aux animaux détruits, etc.

Bref, cela pourrait être utilisé à des fins de réparation des erreurs de l'inégal parcours de développement de l'Humanité, considéré bien évidemment de manière

temporaire et compris comme intégration correcte dans la chaîne trophique de la Biosphère.



Le problème est que le contenu des forces productives est mis en forme selon l'état historique de la contradiction forces productives/rapports de production.

Comme il était expliqué dans le numéro 6 de Crise sur les « deux restructurations du capitalisme », les rapports de production doivent sans cesse être :

1./ mise à jour par rapport au niveau des forces productives,

2./ forces productives qui sont elles-mêmes mises en forme selon une certaine orientation.

Ce processus, c'est une loi objective universelle.

Cette mise en jour va se faire dans tel ou tel système d'exploitation. La capacité qu'a la classe ouvrière de diriger la société réside dans sa capacité à mettre à jour les forces productives de manière à correspondre aux besoins historiques de la société toute entière.



Pour cela, il lui faut donc résoudre la contradiction interne aux rapports de production, celle entre intellectuel et manuel.
Le Parti lui offre l'espace idéologique et politique de la résolution.



La crise générale offre quant à elle le terreau favorable au processus de téléchargement des « référentiels » en vue de la mise à jour : soit le système d'exploitation est périmé et alors il faut faire un « reboot » de la machine pour installer un nouveau système d'exploitation, soit le système d'exploitation se met à jour dans une nouvelle version.

La première hypothèse est celle du triomphe sinueux du socialisme, la seconde est celle de la réussite momentanée de la restructuration-modernisation. L'avant-garde communiste est le *plugin* qui vise à l'installation du nouveau système d'exploitation, le socialisme, sur la base des conseils populaires, qui sont les programmeurs. ■

L'histoire montre que les guerres se divisent en deux catégories: les guerres justes et les guerres injustes.

Toute guerre progressiste est juste et toute guerre qui fait obstacle au progrès est injuste.

Nous autres communistes, nous luttons contre toutes les guerres injustes qui entravent le progrès, mais nous ne sommes pas contre les guerres progressistes, les guerres justes.

Nous communistes, non seulement nous ne luttons pas contre les guerres justes, mais encore nous y prenons part activement.

La Première guerre mondiale est un exemple de guerre injuste; les deux parties y combattaient pour des intérêts impérialistes, et c'est pourquoi les communistes du monde entier s'y sont résolument opposés.

Voici comment il faut lutter contre une telle guerre: avant qu'elle n'éclate, il faut faire tous les efforts possibles pour l'empêcher, mais une fois qu'elle a éclaté, il faut, dès qu'on le peut, lutter contre la guerre par la guerre, opposer à une guerre injuste une guerre juste.

Mao Zedong

Guerre et restructuration : l'OTAN, instrument d'unification politique et militaire du capital

Action directe, 1984,
publié sous le titre initial de « Guerre et restructuration »

Comme toujours, face à la prise de conscience des masses, des conditions qui leur sont réservées dans le capitalisme, les États européens ont, en interaction avec la politique agressive des USA, globalisé et mercantilisé les gestes de révolte et de désespoir qui s'élevaient contre leurs menées.

La pacification des esprits

Dans une logique qui est propre à leur système de production, ils ont, en valorisant à l'extrême les gestes de refus de leur politique hégémonique, partialisé, atomisé, rendu inflationniste un mouvement qui portait en son sein les notions d'internationalisme.

En fin de compte, l'analyse et la critique concrète de ce qui se passe et de ce qui s'est passé, n'a jamais été exprimé clairement. Alors que partout en Europe se développait un mouvement d'attaque, chacun, à l'intérieur de ses frontières, refusait le sort maintenant bien ancré, de la réalité impérialiste, par refus de missiles interposés.

Par décret étatique affirmant que "l'automne sera chaud", chacun et tous se virent concernés et naturellement chacun et tous réagirent avec la passion exacerbée de leurs habitudes quotidiennes: la révolte ou le désespoir, la violence ou la non-violence. L'habitude d'agir en être non concerné déploya sur le terrain les habitudes de gens concernés: la soumission, la peur, le désespoir et le besoin de survivre, en les canalisant à l'intérieur du mouvement, les opposant concrètement à toutes les intentions de construction révolutionnaire réelle.

Très peu virent ou voulurent voir qu'il s'agissait d'un mercantilisme orchestré par les États contre tout désir de résistance dans l'avenir.

Qu'ils s'agissait pour les États européens de séparer et d'isoler toute volonté de construction révolutionnaire radicale, violente. De mobiliser et d'idéologiser les êtres des différents États pour les soumettre aux conséquences agressives de leur politique, en les liant au fait établi de leur hégémonie.

De neutraliser et de désespérer par la multitude des attitudes de soumission, la qualité qu'exprime la construction révolutionnaire radicale.

L'automne chaud fut le moment d'une guerre psychologique menée par l'État et dont le but était de contrecarrer la possibilité de construction d'un pôle révolutionnaire radical.

Non pas en tant que contre-mouvement mais au sein des masses.

Aujourd'hui, il reste au mouvement révolutionnaire à développer dans ses avancées au sein des masses, la construction de la révolution et non pas à se laisser déterminer par les escarmouches que lui livre l'État.

Aujourd'hui, comme nous l'avons exprimé dans notre texte « Une tâche révolutionnaire, le combat international », nous pensons que l'internationalisme réel et pratique est une nécessité stratégique et non un slogan idéologique.

A travers des divergences et des oppositions, ce point de vue est commun à diverses organisations communistes et à divers prolétaires en Europe :

> « Il [l'internationalisme] est en synthèse, diffusion de la puissance des messages révolutionnaires, de la puissance de leur critique radicale des conditions sociales existantes ; il est information pour combattre ensemble et unis pour vaincre. » (Groupe d'Élaboration 16 mars, Palmi 1981)

> « La politique révolutionnaire ici est la stratégie qui conçoit l'ensemble de la résistance dans le cadre de la réalité quotidienne ici, comme processus de libération, et la comprend comme partie, secteur et fonction des luttes mondiales, dont seule l'action combinée permet d'atteindre le but. » (RAF, mai 1982)

Voir aussi la revendication des BR pour la construction du PCC à propos de l'exécution de Hunt.

Le pacifisme, lui, dans l'impossibilité, liée à ses origines sociales, de saisir la nature véritable des enjeux, l'ensemble de la stratégie impérialiste, de développer une ligne politique révolutionnaire constructive, porte en lui la raison même de son échec, et ceci s'est vérifié par son incompréhension des systèmes de valorisation mis en jeu pour l'éliminer.

Partiel dans son expression, le pacifisme, par son échec, non seulement donne une justification idéologique à la pacification, mais il offre de plus, par sa propre pacification, la possibilité de globaliser et d'intensifier la tendance générale à la guerre.

« Il faut éclairci tout de suite un point. Ce qui caractérise la phase actuelle par rapport au conflit de 1939/1945, ce n'est pas tant la puissance des moyens de destruction que l'extension, désormais mondiale de la guerre de classe, la présence de la guérilla communiste ou

l'existence de conditions favorables à son développement dans chaque coin du monde et particulièrement dans les métropoles. » (Brigades rouges, « L'Abeille et le communisme », septembre 1980.)

Nécessités capitalistes de la restructuration

> « Plus la production capitaliste se substitue à des types de production rétrogrades, plus se resserrent les limites du marché imposées par la recherche du profit, contrecarrant les besoins d'expansion des entreprises capitalistes existantes. » (Karl Marx)

L'impossibilité pour le capital de connaître des phases de stagnation prolongées, la nécessité de l'accroissement des taux de profits, la crise de surproduction absolue dans les centres depuis plus d'une décennie, caractérisent l'actuelle phase historique par la généralisation de la crise.

Sa loi, qui tend à la reprise de l'accumulation, de l'élargissement de sa production, le pousse à mettre la main sur les zones et les pays n'étant pas encore fondamentalement entrés ou étant partiellement sortis de l'aire de production capitaliste.

En effet, malgré les divers systèmes politiques qui aujourd'hui partagent le monde, ce ne sont nullement des intérêts idéologiques qui sont en jeu, mais bien la réalisation de l'intérêt économique capitaliste et de la pénétration du monde par le mode de production capitaliste.

Aujourd'hui, lorsque les oppositions sont exprimées sur fond politico-idéologique, elles n'expriment rien d'autre que les obstacles et les contradictions que le capitalisme rencontre dans sa politique agressive d'hégémonie. Elles expriment son insuffisance et la façon dont il transmet celle-ci à ses mercenaires et soldats, pour ouvrir de nouveaux fronts ou pacifier ses arrières en vue de la réalisation d'un nouvel ordre mondial de domination.

Lorsque le capital est contraint de concrétiser par un saut qualitatif sa composition organique, lui permettant une valorisation maximale de la révolution technico-industrielle, il ne le fait qu'en détruisant « les forces de production superflues » et les moyens de production dépassés. Et cela tant en termes de valeur qu'en termes physiques.

Sa lutte pour s'assurer la suprématie sur le marché mondial est quotidiennement vécue par les masses planétaires, confrontées aux réponses technologiques et militaires qu'il apporte, aux limites infranchissables, inhérentes à son expansion. Et les masses vivent de plus en plus sous des formes de domination brutale et de pénurie, d'expropriation totale de tout moyen de survie : guerre, chômage, faim, paupérisation et pacification.

Tandis que la généralisation de la crise dévoile toujours plus la symbiose démocratie-guerre (mondialisant la guerre comme condition objective de sauvegarde de la démocratie), pour la perpétuation de l'unilatéralité des échanges et de la domination du marché mondial par l'Occident, tout en accroissant la misère, cette misère

> « qui fait que le Lazare prolétaire sort de la tombe du manque de ressources pour entrer dans le bagne de la fabrique où il subit les tourments du sur travail et vice-versa. Et, si cette misère augmente, c'est parce qu'augmente sans cesse le nombre des prolétaires enfermés dans l'alternative impitoyable: ou bien s'échiner pour le capital ou bien crever de faim. C'est uniquement dans le mode de production capitaliste que le travailleur crée lui-même les conditions de sa déchéance - du chômage croissant - au fur et à mesure qu'il développe les forces productives » (Marx).

Dans la pratique, la multiplication de la sous-traitance, l'élargissement de la coordination par l'informatique des noyaux de fabrication, leurs modalités, l'intérim soulignent la perte en qualité de la force productive

humaine nécessaire (les travailleurs); qualité transmise de fait au moyen de production en tant que capacité créatrice, mais génératrice pour l'homme, de manque, de besoins insatisfaits, condition nécessaire à l'accumulation du capital.

Aujourd'hui, les deux axes de la restructuration sont : la réalisation simultanée de l'unilatéralité de l'accumulation et le développement d'une « économico-idéologie » de guerre, capable de perpétuer l'offensive guerrière des démocraties, développant parallèlement un projet politique de pacification et de collaboration, dans les centres et dans les périphéries, sous l'égide d'un nouvel ordre de domination mondiale.

C'est dans ce but qu'est conçu le développement et l'utilisation du militarisme. Il permet de soumettre les moyens de production et les forces productives des pays périphériques, en concrétisant par les armes la recolonisation existant de fait par la dépendance économique et politique du tiers monde et des pays socialistes. Tandis que dans les métropoles, la pacification s'accompagne d'une colonisation des esprits et des corps en canalisant la "terreur sourde régnante" par une militarisation de l'économie.

En fait, dans le mouvement que le capital impulse et dans ce que détermine le militarisme, il ne s'agit plus seulement de la simple reproduction du capital par celle de la force de travail (société de consommation, chute des taux de profits par la stabilisation des forces et le développement antagoniste de leurs qualités), mais de la reproduction productive du capital par la consommation directe, l'attachement des forces productives à une nouvelle notion de quantité et de sécurité fondée sur la violence et la terreur quotidienne que le capital développe pour sa survie existentielle, par la guerre dans le tiers monde et la menace de nucléarisation des conflits économico-stratégiques.

« La tendance à la guerre vit dans chaque aspect des rapports

> sociaux capitalistes jusqu'à arriver sous une forme contradictoire dans la conscience même des prolétaires. » (BR, Colonne Walter Alasia)

Le nouveau consensus ainsi recherché, tout en déplaçant la production hors de l'usine pour neutraliser les antagonismes de classes qui y étaient une dimension centrale, centralise alors la société comme unité et cause de production du militarisme:

> « Décomposition et différenciation n'opèrent pas seulement au niveau matériel, mais au contraire ont un objectif beaucoup plus ambitieux; transformer l'ouvrier en « homme du capital », pur appendice, sans vie et sans histoire, de la machine. Et cela n'est possible qu'en anéantissant la mémoire historique collective de la classe ouvrière. » (BR, Colonne Walter Alasia)

OTAN, instrument d'unification politique et militaire du capital

Aujourd'hui l'OTAN est la forme particulière que prend l'impérialisme pour généraliser au travers de son mode de production, son hégémonie.

L'impérialisme s'est doté d'un système transnational d'offensive extérieure et de contre-révolution intérieure. L'OTAN s'est l'instrument total et totalisant de la propagande du système absolu. Il agit comme coordination globale de la croisade du monde « libre », c'est-à-dire des intérêts fondamentaux multinationaux. Graduellement, l'OTAN a abandonné son rôle seulement militaire pour gérer des stratégies politiques et économiques.

Aujourd'hui l'OTAN signifie guerre impérialiste et contre-révolution intérieure.

L'OTAN est unité productrice de destruction des antagonismes de classe

grandissants, face à « un monde de la richesse qui enfle devant l'ouvrier comme un monde qui lui est étranger et qui le domine à mesure qu'augmentent pour lui, pauvreté, gêne et dépendance » (Marx), et l'expression de la crainte que les capitalistes ont de ce que les incessantes guerres de l'ère impérialiste fassent entrer des millions et des millions d'hommes et de femmes dans la masse de ceux qui n'ont plus rien à perdre.

En tant qu'unité de production destructrice, l'OTAN ne vise pas tant à la destruction par la guerre de structures étatiques étrangères que, plutôt et surtout, à la conquête de territoires nouveaux pour le mode de production capitaliste, et à la soumission des prolétaires du monde entier à celui-ci.

La tendance à la guerre des États impérialistes s'exprime aujourd'hui par la nécessité de soumettre la classe prolétaire de plus en plus à son hégémonie, en mondialisant son mode de production. C'est la condition aujourd'hui de l'accumulation.

Aussi, attaquer, aujourd'hui, l'OTAN, c'est anticiper l'émancipation prolétarienne de toutes les formes d'exploitation et d'oppression. ■

La guerre, ce monstre qui fait s'entretuer les hommes, finira par être éliminée par le développement de la société humaine, et le sera même dans un avenir qui n'est pas lointain.

Mais pour supprimer la guerre, il n'y a qu'un seul moyen: opposer la guerre à la guerre, opposer la guerre révolutionnaire à la guerre contre-révolutionnaire, opposer la guerre nationale révolutionnaire à la guerre nationale contre-révolutionnaire, opposer la guerre révolutionnaire de classe à la guerre contre-révolutionnaire de classe...

Lorsque la société humaine en arrivera à la suppression des classes, à la suppression de l'Etat, il n'y aura plus de guerres — ni contre-tévolutionnaires, ni révolutionnaires, ni injustes, ni justes.

Ce sera l'ère de la paix perpétuelle pour l'humanité. En étudiant les lois de la guerre révolutionnaire, nous partons de l'aspiration à supprimer toutes les guerres; c'est en cela que réside la différence entre nous autres communistes et les représentants de toutes les classes exploiteuses.

Mao Zedong

Un exemple de réponse à la crise traversée par la lutte des classes : la stratégie « zéro covid »

Un an après le début de la pandémie, les exigences sanitaires se sont largement cristallisés idéologiquement. La solution passe par la collectivité en action ou bien, affirme-t-on du côté réactionnaire, par l'attente passive et individuelle.

L'appel à une stratégie zéro covid de la part des tenants de l'esprit collectif

Ce qu'on appelle « stratégie zéro covid » consiste en des mesures fortes et temporaires afin de briser la diffusion du virus porteur de la maladie COVID-19, le contre-exemple étant la pratique du « stop & go ». L'idée est de tout fermer pendant un temps court, avec un soutien social de l'État et un isolement généralisé de la population. Pour que cela marche, il est demandé que cela soit réalisé à l'échelle européenne.

Cependant, l'aspect essentiel est surtout qu'il est demandé que les entreprises ferment : « Usines, bureaux, entreprises, chantiers, écoles doivent être fermés, l'obligation de travailler suspendue » lit-on dans l'appel-manifeste #zerocovid.

L'arrière-plan est que la santé passe avant l'économie capitaliste ; les gens ayant appelé à cette stratégie ayant clairement en tête de former une sorte d'appel d'air se mettant à distance avec les exigences du capitalisme. une sorte d'appel d'air mettant à distance avec les exigences du capitalisme.

Une confrontation droite/gauche tout à fait claire

Cette stratégie a ainsi été développée et portée au début de l'année 2021 par une partie de la gauche de la gauche en Allemagne, en Angleterre et en Autriche ; elle a produit dans ces pays d'importants débats. Elle est en ce sens une réponse à la Great Barrington Declaration, qui en octobre 2020 a été le manifeste des sociaux-darwinistes considérant que les morts provoqués par la maladie COVID-19 n'étaient que des dommages collatéraux à l'instauration d'une immunité dans la population. Cette vision des choses a triomphé dès le départ en Angleterre et en Suède.

L'appel à cette stratégie reflète également une importante fracture idéologique en Allemagne, Autriche et en Suisse. Les mouvements opposés aux mesures sanitaires ont tout de suite été portés parce qu'on pourrait appeler en France des « confusionnistes » et qu'en Allemagne on nomme les « penseurs transversaux ».

Il s'agit de toute une mouvance à prétention socialisante ou progressiste mais largement poreuse aux thèses d'extrême-droite, ésotériques, mystiques, complotistes.

De manière très régulière dans les villes allemandes, des rassemblements antifascistes ont eu lieu pour tenter de bloquer les manifestations illégales des « transversaux », notamment en menant des manifestations à vélo. Les « transversaux » ont toujours été cependant bien plus nombreux, formant une mouvance très mouvante et agressive, les antifascistes cherchant surtout à sauver l'honneur.

Par contre, il y a eu des tendances du côté des anarchistes à dénoncer les mesures de couvre-feu et, évidemment, l'appel-manifeste #zerocovid a été fermement rejeté par eux en raison d'une approche qui serait « totalitaire ».

Une tentative de récupération « à la française » de la stratégie zéro covid

L'appel-manifeste #zerocovid a fini par arriver en France, à la toute fin mars, mais accompagné d'une introduction à la française, c'est-à-dire dans un esprit à la Proudhon. Alors que l'appel initial raisonne en termes collectifs, les gens qui ont repris l'appel-manifeste parlent d'en revenir aux « libertés individuelles », ils reprennent le slogan d'ultra-gauche « contre X [ici c'est le virus] et son monde », ils poussent des larmes sur le fait de retrouver une vie culturelle.

Cela n'a strictement rien à voir avec l'esprit collectif à l'origine de l'appel-manifeste. D'ailleurs, l'appel n'a pas eu de succès et il a surtout été rejeté en raison de sa nature « étatique ».

Cela reflète la situation en France dans le cadre de la crise sanitaire, dans le cadre de la lutte des classes. La petite-bourgeoisie a le dessus, elle parasite toutes les initiatives, dans un mélange de misérabilisme, d'anti-étatisme primaire, de relativisme, de réfutation de la collectivité et, évidemment, de négation de l'esprit prolétarien de conséquence.

La petite-bourgeoisie démolit l'approche collective

C'est ainsi intéressant, car l'appel manifeste #zerocovid représente un appel idéaliste, petit-bourgeois, mais logique dans ses fondements et acceptant la collectivité. C'est démocratique et populaire dans ses exigences, puisque la fermeté des mesures est générale et que personne n'est laissé de côté.

Il y a à l'opposé de cet appel à la fois les sociaux-darwinistes, qui réfutent toute mesure collective et acceptent de laisser des gens de côté, et les porteurs de la vision petite-bourgeoise du monde, avec toute son incohérence, son refus des décisions de portée générale, d'engagement collectif.

Et l'exemple (par la négative) français montre les capacités de contamination de cette vision petite—bourgeoise du monde.

Les auteurs de la ridicule « introduction » à la version française de l'appel-manifeste n'ont sans doute même pas remarqué que l'état d'esprit de celle-ci était en incohérence complète avec l'appel-manifeste lui-même !

Cela souligne la question idéologique, car seule une démarche prolétarienne organisée, posée concrètement, bâtie sur des idées adéquates, peut empêcher la petite-bourgeoisie de prendre le dessus et de tout pourrir de l'intérieur, de tout gâcher. ■

***

Document 1
L'appel #ZéroCovid

Il est porté par une gauche humaniste partisane d'une action à l'échelle européenne.

« #ZéroCovid

Objectif : Aucune contamination !
Pour une fermeture européenne solidaire

Un an après le début de la pandémie, toute l'Europe se trouve dans une situation extrêmement critique. Des milliers de gens meurent tous les jours, et bien plus encore sont contaminés. Le nouveau virus se propage à toute vitesse et des mutations l'accélèrent encore. Les mesures des gouvernements sont insuffisantes : Elles ralentissent la pandémie au lieu de l'éradiquer, elles mettent nos vies en danger.

La stratégie qui entendait contrôler la pandémie en « aplanissant la courbe » a échoué. Elle a durablement mis nos existences à l'épreuve sans pour autant empêcher des millions de contaminations et des dizaines de milliers de morts.

Ce qu'il faut maintenant, c'est changer radicalement de stratégie : Il n'est plus question de contrôler l'évolution de la pandémie, mais d'en finir avec elle. L'objectif ne peut plus être 200, 50 ou 25 nouveaux cas de Covid, mais impérativement zéro cas.

Il faut immédiatement mettre en œuvre une stratégie commune à toute l'Europe, c'est seulement ainsi que l'on pourra combattre efficacement la pandémie. Les seules vaccinations ne suffiront pas à gagner la course contre les variétés mutantes du virus.

D'autant moins si les mesures de confinement se bornent à des restrictions intempestives du temps libre sans arrêter conjointement l'activité économique.

Nous nous engageons pour qu'immédiatement les contaminations par la Sars-Cov-2 soient réduites au point que chaque cas puisse être tracé. Plusieurs pays ont déjà fait la preuve qu'une action résolue pouvait stopper la propagation du virus.

Nous souscrivons à l' « appel à un engagement paneuropéen pour une réduction rapide et durable des infections par le SARS-Cov-2 » lancé par des scientifiques le 19 décembre 2020.[i]

Nous sommes cependant convaincus que l'on ne parviendra réellement à endiguer le virus que si les mesures mises en œuvre le soient de manière sociale et solidaire. Voilà pourquoi nous demandons que soient prises impérativement les décisions suivantes :

1. Tous ensemble à zéro : Le *premier* objectif est de faire tomber les contaminations à zéro. Mais pour éviter un « effet de ping pong » entre pays et régions, il est nécessaire d'agir vite et simultanément dans tous les pays européens.

Une fois ce niveau atteint, il sera possible *dans un deuxième temps* d'assouplir prudemment les restrictions. Une stratégie de contrôle s'appliquera à stabiliser le nombre de cas au niveau bas et à enrayer énergiquement tout foyer local.

Troisièmement il faut une vision commune à long terme qui permette des plans d'action à l'échelon régional et national : dépistage, vaccinations, protection des groupes à risque et aide aux personnes particulièrement touchées par la pandémie.

Pour atteindre ce but, il nous faut faire une pause solidaire de plusieurs semaines. **La fermeture signifie : Nous réduisons nos contacts au minimum, aussi au travail !** Les restrictions ne peuvent pas être efficaces si elles sont uniquement concentrées sur le temps libre sans s'appliquer au temps de travail. Il nous faut arrêter pour un court moment toute activité économique dont la société n'a pas un besoin vital urgent.

Usines, bureaux, entreprises, chantiers, écoles doivent être fermés, l'obligation de travailler suspendue. Cette pause devra durer le temps qu'il faudra pour atteindre les objectifs susmentionnés.

L'important est que dans chaque entreprise les travailleurs puissent eux-mêmes configurer les mesures à prendre et les mettre en œuvre collectivement. Par cet appel, nous enjoignons également les syndicats à s'engager résolument pour la santé des personnels, à soutenir leurs efforts et de contribuer à organiser la grande pause commune.

2. Nul ne doit être abandonné. Les gens ne peuvent rester chez eux que s'ils sont couverts financièrement.C'est pourquoi un plan universel de sauvetage est nécessaire. Les personnes particulièrement touchées par les conséquences des fermetures doivent être soutenues en priorité – ainsi les bas salaires, les mal-logés, les personnes exposées à la violence, les sans-abris.

Les foyers d'accueil collectifs doivent être fermés de manière à décentraliser l'hébergement des migrants. Les personnes obligées de fournir un surcroît d'assistance et de prise en charge doivent être soulagées par des institutions communautaires. Les enfants reçoivent des cours en ligne, en petits groupes si besoin est.

3. Renforcement de l'infrastructure sanitaire et sociale. L'ensemble du secteur de santé et de soins doit être immédiatement et durablement renforcé. Cela vaut également pour les services d'hygiène et les institutions responsables du suivi des chaînes de contamination.

Le personnel de ces services doit être augmenté, les salaires aussi, et substantiellement. La quête du profit dans le secteur de santé et de soins est une

menace pour le bien-être public.

Nous exigeons l'abrogation des privatisations et fermetures déjà effectuées. Le forfait hospitalier doit être remplacé par un financement solidaire adapté aux besoins.

4. Les vaccins sont un bien commun. On ne vient à bout d'une pandémie globale que par des moyens globaux. Les entreprises publiques et privées doivent être mobilisées pour produire les vaccins nécessaires.

Ceux-ci ne devraient pas être soumis aux gains de profits privés. Étant le résultat de la collaboration créative d'un grand nombre d'individus, ils doivent appartenir à tous sans exception.

5. Financement solidaire. Les mesures nécessaires vont coûter beaucoup d'argent. La société européenne a accumulé une énorme richesse, laquelle est cependant monopolisée par une poignée de détenteurs de capitaux. Cette richesse suffirait à financer sans problème la pause générale ainsi que les mesures solidaires à prendre.

C'est pourquoi nous exigeons une Contribution Européenne de Solidarité-Covid prélevée sur les grandes fortunes, les hauts revenus, les profits entrepreneuriaux et les transactions financières.

Il faut surmonter la paralysie politique engendrée par Corona.

Nous voulons nous regrouper en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en France, en Belgique pour un changement de stratégie solidaire ZéroCovid.

Comme nos camarades de Grande-Bretagne (https://zerocovid.uk) nous sommes conscients que pour protéger notre santé il faut nous battre contre les intérêts du profit à court-terme ainsi que contre une grande partie du personnel politique.

Il n'y a aucune contradiction entre la protection sanitaire, la lutte contre la pandémie d'un côté, et la défense des droits démocratiques et de l'État de droit de l'autre. La démocratie sans protection sanitaire n'est qu'une absurdité cynique.

La protection sanitaire sans démocratie mène à l'État autoritaire. C'est en unifiant les deux que nous parviendrons à une stratégie solidaire ZéroCovid.

12 Janvier 2021.

[i] Appel publié dans la revue The Lancet et consultable ici: https://www.containcovid-pan.eu/ »

***

Document 2

La Great Barrington Declaration

Cette déclaration (gbdeclaration.org) reflète le point de vue social-darwiniste.

« La Déclaration de Great Barrington

En tant qu'épidémiologistes des maladies infectieuses et scientifiques spécialisés en santé publique, nous sommes inquiets des impacts physiques et mentaux causés par les politiques actuelles contre le COVID-19 et nous recommandons une approche alternative que nous appelons Protection focalisée (*Focused Protection*).

Que nous soyons de gauche ou de droite, et quel que soit notre pays d'origine, nous avons consacré nos carrières à la protection des populations. Les politiques actuelles de confinement produisent des effets désastreux sur la santé publique à court, moyen et long terme. Parmi les conséquences, on peut citer, entre autres, une baisse des taux de vaccination chez les enfants, une aggravation des cas de maladies cardio-vasculaires, une baisse des examens pour de possibles cancers ou encore une détérioration de la santé mentale en général.

Cela va engendrer de grands excès de mortalité dans les années à venir, notamment dans la classe ouvrière et parmi les plus jeunes. Maintenir les écoliers en dehors de l'école est une grande injustice. Conserver ces mesures en attendant qu'un vaccin soit disponible causera des dégâts irréparables. Les couches sociales les moins favorisées seront les plus touchées.

Heureusement, notre compréhension du virus s'améliore. Nous savons que la vulnérabilité à la mort par le COVID-19 est plus de mille fois plus haute parmi les personnes âgées et infirmes que chez les jeunes. En effet, pour les enfants, le COVID-19 est moins dangereux que bien d'autres maux, y compris la grippe.

L'immunité grandissant dans la population, le risque d'infection baisse pour tout le monde, y compris les plus vulnérables. Nous savons que toutes les populations vont finir par atteindre l'immunité collective, c'est-à-dire le point où le nombre de nouvelles infections est stable, et que ce processus peut s'accompagner (sans pour autant dépendre) de l'existence d'un vaccin.

Par conséquent, notre objectif devrait être de minimiser la mortalité et le mal fait à la société jusqu'à ce qu'on atteigne l'immunité collective. Une approche à la fois compassionnelle et prenant en compte les risques et les bénéfices consiste à autoriser celles et ceux qui ont le moins de risques de mourir du virus de vivre leurs vies normalement afin qu'ils fabriquent de l'immunité au travers d'infections naturelles tout en protégeant celles et ceux qui ont le plus de risques de mourir. Nous appelons cela la Protection Focalisée (Focused Protection).

Le fait d'adopter des mesures pour protéger les plus vulnérables devrait être le but central des réponses de santé publique au COVID-19. A titre d'exemples, les résidences pour personnes âgées devraient être dotées de personnel qui a acquis l'immunité et qui réalise fréquemment des tests pour les autres membres du personnel et les visiteurs. Par ailleurs, la rotation du personnel devrait être la plus faible possible.

Les personnes retraitées qui vivent chez elles devraient se voir livrer leurs courses à domicile. Quand c'est possible, elles devraient rencontrer les proches en plein air plutôt qu'à l'intérieur. Une liste de mesure complète et détaillée, incluant des approches pour les foyers comprenant plusieurs générations, peut être mise en œuvre. C'est largement dans la capacité et les prérogatives des professionnels de la santé publique.

Ceux qui ne sont pas vulnérables devraient immédiatement être autorisés à reprendre une vie normale. Des mesures d'hygiène simples, comme se laver les mains et rester chez soi si l'on est malade, devraient être pratiquées par chacun pour réduire le seuil de l'immunité collective.

Les écoles et les universités devraient rouvrir pour des enseignements en présentiel. Les activités extrascolaires comme le sport devraient reprendre. Les jeunes adultes qui présentent peu de risques devraient travailler normalement plutôt que depuis chez eux. Les restaurants et les commerces devraient ouvrir. Les arts, la musique, le sport et les autres activités culturelles devraient reprendre.

Les personnes qui présentent plus de risque peuvent participer si elles le souhaitent à ce processus tandis que la société dans son ensemble bénéficie de la protection ainsi conférée aux plus vulnérables par ceux qui ont construit l'immunité collective.

Cette déclaration a été rédigée et signée le 4 octobre 2020 à Barrington, aux Etats-Unis, par : * Le Dr. Martin Kulldorff, professeur de médecine à l'université Harvard, un biostatisticien et épidémiologiste spécialisé dans la détection et la surveillance du déclenchement des maladies infectieuses et l'évaluation de la sécurité des vaccins. * Le Dr. Sunetra Gupta, professeure à l'université d'Oxford, une épidémiologiste spécialisée en immunologie, dans le développement de vaccins et la modélisation mathématique des maladies infectieuses. * Le Dr. Jay Bhattacharya, professeur à l'Ecole Médicale de l'université de Stanford, un médecin, épidémiologiste, économiste de la santé et expert en santé publique spécialiste des maladies infectieuses et de leurs effets sur les populations vulnérables. »

***

Document 3

Appel « Regagnons nos libertés par la stratégie Zéro Covid solidaire »

En date du 30 mars 2021, par le le collectif Zéro Pandémie Solidaire. C'est un appel « zerocovid » mais passé par le prisme français : il contribue la diffusion en France de l'appel initial #covid mais avec une introduction en modifiant radicalement la perspective.

« Contre le virus et son monde, nous proposons ici une stratégie zéro Covid solidaire offrant des perspectives de sortie de crise.

Cette stratégie sera la clé pour reconquérir nos libertés individuelles et collectives afin de retrouver une véritable vie sociale et culturelle. Soyons nombreux à signer et relayer cette tribune. »

De même qu'il n'y a aucune chose au monde dont la nature ne soit double (c'est la loi de l'unité des contraires), de même l'impérialisme et tous les réactionnaires ont une double nature — ils sont de vrais tigres et en même temps des tigres en papier.

Dans le passé, la classe des propriétaires d'esclaves, la classe féodale des propriétaires fonciers et la bourgeoisie furent, avant leur conquête du pouvoir et quelque temps après, pleines de vitalité, révolutionnaires et progressistes; c'étaient de vrais tigres.

Mais, dans la période postérieure, comme leurs antagonistes — la classe des esclaves, la paysannerie et le prolétariat — grandissaient et engageaient la lutte contre elles, une lutte de plus en plus violente, ces classes régnantes se sont transformées peu à peu en leur contraire, sont devenues réactionnaires, rétrogrades, des tigres en papier.

Et, en fin de compte, elles ont été renversées par le peuple ou le seront un jour.

Même dans la lutte à outrance que leur livrait le peuple, ces classes réactionnaires, rétrogrades, décadentes avaient encore leur double nature.

En un sens, elles étaient de vrais tigres ; elles dévoraient les gens, les dévoraient par millions et par dizaines de millions. La lutte populaire traversait une période de difficultés et d'épreuves, et son chemin faisait bien des tours et détours.

Le peuple chinois a dû consacrer plus de cent ans à la lutte pour liquider la domination en Chine de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique, et donner des dizaines de millions de vies humaines, avant de parvenir à la victoire en 1949.

Voyez, n'étaient-ce pas des tigres vivants, des tigres de fer, de vrais tigres?

Mais, en fin de compte, ils sont devenus des tigres en papier, des tigres morts, des tigres en fromage de soya.

Ce sont là des faits historiques.

Est-ce qu'on ne les a pas vus, est-ce qu'on n'en a pas entendu parler? En vérité, il y en a eu des milliers et des dizaines de milliers !

Des milliers et des dizaines de milliers !

Ainsi, considérés dans leur essence, du point de vue de l'avenir et sous l'angle stratégique, l'impérialisme et tous les réactionnaires doivent être tenus pour ce qu'ils sont: des tigres en papier.

C'est là-dessus que se fonde notre pensée stratégique.

D'autre part, ils sont aussi des tigres vivants, des tigres de fer, de vrais tigres; ils mangent les hommes.

C'est là-dessus que se fonde notre pensée tactique.

Mao Zedong